

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2016

N°157

TOME II

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 27 janvier 2016*)
(*Tome I*)

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 27 janvier 2016*) **3**

PARTIE 3 : ARRETES **323**

PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION **461**
DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME

PARTIE 2
DECISIONS

N°D2015-495 - 09/12/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	28
Décision relative à un marché n°4028DE15 passé avec la société COFELY GDF SUEZ pour la maintenance multi-technique des bâtiments du BIC (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)	
Objet : Un marché est passé avec l'entreprise COFELY GDF SUEZ, agence Languedoc Roussillon dont le siège social est situé à Montpellier. Il concerne la maintenance multi-technique des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi) avec travaux et prestations associées. Sa durée est d'un an à compter de sa date de notification et pour un montant de 73 192 euros HT.	
N°D2015-512 - 14/01/16 - Direction des Ressources Informatiques	30
Décision relative à une convention d'expérimentation d'un service d'accès à Internet haut débit en mobilité basé sur les technologies WiFi et 3G/4G à destination des passagers de la ligne 3 de tramway de la ville de Montpellier	
Objet : Une convention d'expérimentation d'un service d'accès à Internet haut débit en mobilité basé sur les technologies WiFi et 3G/4G à destination des passagers de la ligne 3 de tramway de la ville de Montpellier est conclue avec la société ORANGE FRANCE sise à PARIS. La présente convention entre en vigueur à sa date de signature apposée par la dernière des parties pour une durée de 6 mois. Les prestations de cette convention s'effectuent à titre gratuit.	
N°D2015-566 - 16/12/15 - Direction de la Culture	32
Décision relative à un marché pour un contrat de cession avec l'Association Music'alchimie	
Objet : Afin d'enrichir l'enseignement des élèves des cursus Jazz et Musiques Actuelles du CRR, il est proposé de faire appel à l'Association Music'alchimie, sise à Montpellier, en vue de faire intervenir David Eskenazy, musicien et compositeur, pour une prestation spécifique d'improvisation vocale jazz, intitulée "Circle Song", organisée en trois sessions de master class. Le coût total de la prestation s'élève à 1 050 € TTC.	
N°D2015-593 - 04/01/16 - Direction des Sports	34
Décision relative à la passation d'un avenant à une convention d'occupation temporaire du domaine public à la piscine olympique d'Antigone de Montpellier	
Objet : Il s'agit du cinquième avenant à la convention d'occupation temporaire du domaine public d'un espace commercial dédié à la restauration rapide dans l'enceinte de la piscine olympique d'Antigone de Montpellier. La société CROC AU BAIN titulaire de cette convention a changé de gérants. Cet avenant est établi pour constater la cession de parts sociales de la SARL CROC AU BAIN à la SARL FRANCOIS-LOIZON, détenue par Monsieur FRANCOIS et Madame LOIZON co-gérants de la SARL SYLCO détenue par Monsieur et Madame BEN ADIBAH.	
N°D2015-613 - 03/12/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	36
Décision relative à la signature de l'avenant n°1 du marché n°3733bisGD15 lot 3 relatif aux travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez	
Objet : Un avenant n°1 au lot 3 du marché n°3733bisGD15 - conclu avec la société MP industries sise à GARDANNE- concernant les travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez est signé pour la fourniture et la mise en œuvre de garde-corps supplémentaires afin de sécuriser le cheminement sur la rampe d'accès supérieure du point propreté et la modification en atelier des guides berces pour permettre l'alignement des bennes de collecte sur le bord des quais. Le montant de cet avenant est de 7 540,00 € HT. Le nouveau montant du lot 3 s'élève à 102 172,00 € HT.	
N°D2015-620 - 01/12/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	38
Décision relative à un marché subséquent n°4048EA15 selon l'accord cadre n°3398EA13 de renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable - rue de Lorraine - sur la commune de Montpellier	
Objet : Ce marché est attribué au groupement SADE/RAZEL BEC pour un montant estimatif de 144 995,50 € HT. La durée maximale du marché est de 4 mois à compter de sa notification.	

N°D2015-631 - 12/01/16 - Direction des Transports et de la Voirie	40
Décision relative à l'aménagement de l'avenue Georges FRECHE à Castelnau-le-Lez - Acquisition foncière - Échange des parcelles AX 109 - AX 99	
Objet : Par décision D2012-128, Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature d'une promesse de vente sans soulte avec le CTI SUD pour permettre l'aménagement de l'avenue G. FRECHE à Castelnau-le-Lez. Le principe est un échange sans soulte de terrains conformément à l'avis de France Domaine. Il convient d'autoriser le Vice-Président à signer l'acte de vente final. Seuls les frais notariés d'un montant de 2000 € sont à prendre en charge par la Métropole.	
N°D2015-632 - 01/12/15 - Direction des Ressources Informatiques	42
Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique ESRI	
Objet : Un avenant n°1 au contrat n°1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI est conclu avec la société ESRI FRANCE sise à MEUDON. Cet avenant concerne la licence ARCGIS NETWORK ANALYST utilisée par le service SIG de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. Il prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant du présent avenant s'élève à 1 470,00 € T.T.C. Le nouveau montant annuel du contrat s'élève à 25 736,40 € T.T.C.	
N°D2015-633 - 01/12/15 - Direction des Ressources Informatiques	44
Décision relative à un contrat d'accès haut débit internet en fibre optique	
Objet : Un contrat de fourniture d'accès haut débit internet en fibre optique est conclu avec la société OVEA sise à MONTPELLIER. Il concerne l'accès haut débit internet pour les entreprises installées dans les anciens locaux de la mairie de Montpellier, allée Anne-Marie de Becker, 34000 MONTPELLIER. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 mois et pour un montant de 3 833,95 € TTC.	
N°D2015-641 - 01/12/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	46
Décision relative au marché n°3809bisEA15 Contrôle des dispositifs d'autosurveillance des systèmes d'épuration de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un marché à bons de commande n°3809bisEA15 relatif au contrôle des dispositifs d'auto surveillance des systèmes d'épuration de la Métropole est passé avec l'entreprise CEREG METROLOGIE sise à MONTPELLIER pour une durée d'un an renouvelable deux fois et pour un montant maximum de 25 000€ H.T par période de reconduction soit un maximum pour la durée totale du marché de 75 000 € HT.	
N°D2015-644 - 30/11/15 - Direction de la Culture	48
Décision relative au marché n°3881DC15 de fourniture et fabrication de repas "bio" en liaison froide pour l'accueil de loisirs de l'Ecolothèque	
Objet : Un marché n°388DC15 est passé avec l'ESAT sis Saint Martin de Londres. Il concerne la fabrication et la fourniture de repas en liaison froide les mercredis et vacances scolaires. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an et pour un montant estimatif de 66 989,20 € HT.	
N°D2015-645 - 02/12/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	50
Décision relative à un marché n°4000MG15 - Nettoyage du réseau aéraulique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société IGIENAIR, sise à Aix-en-Provence. Il concerne le nettoyage du réseau aéraulique des piscines. Il prend effet à la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016 et reconductible trois fois par période d'un an. Le montant total du marché s'élève à 73 580 € HT.	
N°D2015-647 - 16/12/15 - Direction de la Culture	52
Décision relative à un marché pour un contrat de cession avec le Collectif KOA	
Objet : Dans le cadre de la saison culturelle du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole et de son Département Jazz et Musiques Actuelles Amplifiées, un workshop et un concert de guitare par Marc DUCRET, guitariste, sont programmés à l'Auditorium du Musée Fabre. Ces prestations sont produites par l'Association Collectif KOA sise à Montpellier et nécessitent la formalisation d'un	

contrat de cession entre le CRR et cette structure. Le coût de la prestation s'élève à 1 104,30 € TTC.

N°D2015-653 - 04/12/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

54

Décision relative au marché 4057GD15 - Acquisition d'équipement de géo localisation et de guidage dynamique, avec maintenance, et fourniture de cartes G.P.R.S. pour la régie de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché n°4057GD15 est conclu avec la société TERRA NOVA sise à TOULON. Il concerne l'acquisition d'équipements de géo localisation et de guidage dynamique, avec maintenance, et fourniture de cartes G.P.R.S. pour la régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an renouvelable pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Les montants minimum et maximum du marché s'élèvent respectivement à 50 000 € H.T. et 70 000 € H.T. pour la période initiale, et à 1 000 € H.T. et 4 000 € H.T. pour chaque période de reconduction.

N°D2015-659 - 02/12/15 - Direction de la Culture

56

Décision relative à un marché n°4009DC15 d'assistance technique et financière pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et de la patinoire Végapolis - Lot n°1 : Aquarium Mare Nostrum

Objet : Un marché d'assistance technique et financière pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est conclu avec le groupement d'entreprises Partenaires Finances Locales - Patrimoine Valorisation Développement Diffusion, dont le mandataire est Partenaires Finances Locales, sis à Paris, pour un montant estimatif de 46 850 € HT pour une durée de 14 mois à compter de sa notification.

N°D2015-660 - 04/12/15 - Direction des Sports

58

Décision relative à un marché n°4009DC15 d'assistance technique et financière pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et de la patinoire Végapolis - Lot n°2: Patinoire Végapolis

Objet : Un marché n°4009DC15 – Lot n°2 : assistance technique et financière pour l'exploitation de la patinoire Végapolis est passé avec le groupement d'Entreprises Partenaires Finances Locales / IPK Conseil, dont le mandataire est Partenaires Finances Locales, sis à PARIS. Il concerne une mission d'assistance technique et financière pour l'exploitation de la patinoire Végapolis. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 14 mois et pour un montant de 33 200 € H.T. pour la partie forfaitaire, et de 7 950€ H.T. pour la partie à bons de commande, qui s'inscrira dans une limite maximum de 10 000€ H.T.

N°D2015-663 - 01/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

60

Décision relative à un marché n°4006EA15 d'extension du réseau eaux usées et création d'un poste de refoulement, rue Gaston Bachelard, sur la commune de Montpellier

Objet : Un marché de travaux est conclu avec l'entreprise SOLATRAG sise à AGDE. Il concerne l'extension du réseau d'eaux usées et la création d'un poste de refoulement, rue Gaston Bachelard sur la commune de Montpellier. Le Délai d'exécution des travaux est de trois mois, dont un mois de préparation à compter de la date de notification du marché dont le montant estimatif s'élève à 113 101,20 € TTC.

N°D2015-664 - 09/12/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

62

Décision relative à un marché n°3952MG15 d'assistance technique pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché à bons de commande d'assistance technique pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec l'entreprise LM INGENIERIE sise à Clapiers. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois, par périodes successives d'un an, soit 4 ans au maximum. Le montant du marché s'élève à 45 000 € H.T. maximum par an, soit 180 000 € H.T. maximum pour la durée totale du marché.

N°D2015-666 - 03/12/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

64

Décision relative à la signature du marché n°4073GD15 de fourniture et livraison d'un éco point mobile pour la collecte des déchets

Objet : Un marché n°4073GD15 est conclu avec la société SEPPRA Environnement sise à LA BENISSONS DIEU (42720). Il concerne la fourniture et livraison d'un éco point mobile pour la collecte des déchets. La durée de ce marché est de 8 semaines à compter de l'ordre de service de lancement des prestations et d'un montant de 41 000 € H.T.

N°D2015-667 - 15/12/15 - Direction de la Culture

66

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché 3568DC14 - Diagnostic accessibilité handicapés du Corum, Zénith et Château de Castries

Objet : L'avenant n°1 au marché 3568DC14 de diagnostic accessibilité handicapés du Corum, Zénith et Château de Castries porte sur le transfert de la société CRYSALE, titulaire du marché, à la société CITAE.

N°D2015-669 - 16/12/15 - Direction de la Culture

68

Décision relative à un marché pour un contrat de prestations de services avec la Compagnie Commun-Instant

Objet : Un marché de prestation de services est passé avec la Compagnie Commun-Instant sise à Vedène (84270) pour une prestation spécifique à destination des élèves de danse classique du Conservatoire. Cette prestation consiste en une intervention et une résidence artistique de chorégraphe, Jean-Pierre Aviotte, en vue de produire un travail de création chorégraphique avec les élèves du CRR, qui sera restitué lors des représentations "Créations chorégraphiques" le 16 avril 2016 à 15h et 19h à l'Opéra Comédie à Montpellier. Ce travail de création se déroule en quatre sessions entre décembre 2015 et avril 2016. Le coût de cette prestation s'élève à 5 250 € TTC.

N°D2015-670 - 17/12/15 - Direction des Ressources Informatiques

70

Décision relative à un marché n°4070RI15 d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour un outil de gestion électronique des documents - ALFRESCO 4.2

Objet : Un marché à bons de commande n°4070RI15 d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour un outil de gestion électronique des documents (ALFRESCO 4.2), est conclu avec la société AMOAE sise à MONTBERON pour une durée de deux ans à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations et pour un montant compris entre un minimum de 5 000 € H.T. et un maximum de 80 000 HT.

N°D2015-671 - 08/12/15 - Direction des Finances

72

Décision relative à la clôture de la régie de recettes de l'Opéra Comédie

Objet : La régie de recettes ne connaît aucune activité ; les éventuels encaissements des locations de salles se feront par mandat administratif (la convention signée entre la Métropole et l'Opéra Comédie reste d'actualité). Le comptable, à l'origine de la demande de clôture de la régie, a validé la décision.

N°D2015-678 - 15/01/16 - Direction de la Culture

74

Décision relative à une convention de partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) de Montpellier Méditerranée Métropole et le théâtre du Chai du Terral à Saint Jean de Védas

Objet : Afin d'offrir aux élèves du C.R.R. un enseignement d'excellence à tous et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité ainsi que de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'école du spectateur et en leur permettant de rencontrer les acteurs de spectacles vivants il est proposé de renforcer le partenariat avec le Chai du Terral.

N°D2015-679 - 03/12/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

76

Décision relative à la signature du marché n°4113GD15 de chargement, transport et dépotage de terre végétale depuis la commune de Baillargues

Objet : Un marché n°4113GD15 de services est passé avec la société BUESA sise à BEZIERS. Il concerne des prestations de chargement, transport et dépotage de terre végétale depuis la commune de Baillargues vers le site de l'ISDND de Castries. Il prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations pour une durée de 1 mois et pour un montant de 25 260 € HT.

N°D2015-680 - 03/12/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	78
Décision relative à la signature du marché n°4100GD15 de travaux de gros entretien renouvellement du centre de tri des recyclables secs	
Objet : Le marché de travaux n°4100GD15 de travaux de gros entretien renouvellement du centre de tri des recyclables secs est constitué de 2 lots:	
- Le lot 1 de remplacement de la table inclinée, conclu avec la société TECHNIMAIN sise à Frontignan, pour un montant de 23 500 € HT. et pour une durée d'exécution de 5 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations,	
- Le lot 2 de remplacement du détecteur de présence d'un personnel inanimé dans le convoyeur de la presse, avec la société COMDEC PAAL sise à SOMBERNON (21540), pour un montant de 12 950 € H.T. et pour une durée d'exécution de 6 semaines à compter de l'ordre de services de démarrage des prestations. Le montant total des 2 lots est de 36 450 € HT.	
N°D2015-683 - 07/01/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	80
Décision relative à la signature d'un avenant 1 au marché 3017EA12 Visites techniques approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez	
Objet : Un avenant n°1 au marché n°3017EA12 de visites techniques approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez est passé avec l'entreprise SAFEGE ENVIRONNEMENT sise à MONTPELLIER. Il concerne des prestations supplémentaires pour répondre aux demandes de l'Etat concernant le déversoir du Gramenet. Par ailleurs, suite aux inondations de fin 2014, des visites ont dû être refaites. Le présent avenant s'élève à 2 819,00 € HT. Le nouveau montant du marché s'élève à 43 319,00 € HT.	
N°D2015-686 - 01/12/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	82
Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché n°3901GD15 pour le traitement par unité mobile des lixiviats de l'Installation de Stockage des Déchets Ménagers non dangereux de CASTRIES	
Objet : Un avenant n°1 au marché n°3901GD15 pour le traitement des lixiviats par unité mobile de l'Installation de Stockage des Déchets Ménagers non dangereux de CASTRIES est signé suite aux importants épisodes pluvieux successifs enregistrés depuis l'été 2015. Le délai d'exécution est fixé à 3 mois à compter de la notification du présent avenant. Le montant de cet avenant est de 34 353,69 € HT.	
N°D2015-687 - 07/01/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	84
Décision relative aux visites Techniques Approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un marché n°4035EA15 de prestations intellectuelles à bons de commande relatif à des visites techniques approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec la société ARTELIA Eau & Environnement sise à RAMONVILLE SAINT-AGNE (31520). Le montant total maximum des commandes pour la durée initiale est de 25 000 € HT reconductible 2 fois par période d'un an, soit maximum de 75 000 € HT pour la durée totale du marché qui prend effet à compter de sa notification.	
N°D2015-689 - 24/12/15 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	86
Décision relative au marché n°3599UH14 concernant la conception d'une maquette 3D "Grand territoire" temps réels et évolutive au service l'aménagement du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un marché n°3599UH14 de prestations intellectuelles est passé avec la société IGO SAS située à Nîmes. Il concerne la conception et la mise en œuvre d'une maquette 3D évolutive et personnalisable, au service de l'aménagement du territoire métropolitain. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 36 mois et pour un montant de 53 438,50 € HT.	
N°D2015-690 - 08/12/15 - Direction des Finances	88
Décision relative à la création de la régie de recettes & d'avances de l'aire de stationnement des Gens du voyage de Bionne	

Objet : La Métropole ayant désormais la compétence pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage, cette régie est transférée par la Ville de Montpellier. Il convient donc de créer une régie de recettes et d'avances pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne. Cette décision a été validée par le Comptable.

N°D2015-691 - 16/12/15 - Direction de la Culture

90

Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale : "La récréation du monde"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « La récréation du monde » diffusé à Villeneuve-lès-Maguelone. Ce marché est conclu avec la Compagnie Art Mixte et le Théâtre Jérôme Savary de la Ville, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 200 € TTC.

N°D2015-693 - 21/12/15 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

92

Décision relative au marché n°3976UH15 concernant une assistance à l'établissement d'une feuille de route de mise en œuvre du schéma départemental des Gens du Voyage

Objet : Un marché n°3976UH15 de prestations intellectuelles est passé avec la société Cisame située à Toulouse. Il concerne l'établissement d'un état des lieux de la mise en œuvre du schéma départemental pour l'accueil des Gens du Voyage et la réalisation d'une feuille de route afin de déterminer un calendrier de mise en œuvre du schéma sur le territoire de la Métropole.

N°D2015-694 - 23/12/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

94

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Juvignac concernant un local situé 4, rue des Magnanarelles - 34990 Juvignac

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Juvignac concluent une convention d'occupation temporaire concernant un local à usage de bureau, situé 4, rue des Magnanarelles - 34990 Juvignac, dont la commune est propriétaire. Cette convention est prévue pour une durée 6 ans et pourra être prolongée une fois de façon expresse pour la même durée. La redevance annuelle sera de 5 330 euros HT et hors charges, payable semestriellement à terme échu.

N°D2015-695 - 06/01/16 - Direction de la Culture

96

Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle : "Espanhol d'aquí"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Espanhol d'aquí » au théâtre de la Vista. Ce marché est conclu avec La Rampe Tio et le Théâtre de la Vista diffuseur pour le montant de 4 800 € TTC.

N°D2015-696 - 29/12/15 - Direction de la Culture

98

Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « Cœur d'encre »

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Cœur d'encre » à l'ESAT la Bulle Bleue. Il est conclu avec la Compagnie Hélice Théâtre et l'ESAT la Bulle Bleue diffuseur pour le montant de 2 212 € TTC.

N°D2015-697 - 08/12/15 - Direction des Finances

100

Décision relative à la création de la régie de recettes du parking du Nouvel Hôtel de Ville

Objet : A compter du 1er janvier 2016, il est institué une régie de recettes prolongée pour le parking Nouvel Hôtel de Ville, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier. Cette régie est située dans les locaux d'EFFIA Stationnement, 595, avenue des Etats du Languedoc à Montpellier. Cette décision a été validée par le Comptable.

N°D2015-699 - 23/12/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

102

Décision relative à une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public concernant un ensemble immobilier situé au 391 rue de la Fontfroide à Montpellier pour une période allant de sa signature jusqu'au 14 décembre 2027. La prise de possession des divers locaux est réalisée en 2 temps. A compter de mi-décembre 2015, la Régie des Eaux occupe partiellement le site,

la redevance mensuelle sera de 9307,50 euros TTC hors charges. A partir du 1er juin 2016, la Régie des Eaux occupera tous les locaux mentionnés dans la convention, la redevance mensuelle passera à 13 866,84 euros TTC hors charges.

N°D2015-700 - 08/12/15 - Direction des Finances

104

Décision relative à la création de la régie de recettes du parking Jacques Cœur

Objet : A la suite des transferts de compétences de la Ville à la Métropole et notamment la compétence voirie, il convient de créer une régie de recettes pour la gestion du parking Jacques Cœur pour l'encaissement des produits d'exploitation dudit parking, dont le marché d'exploitation est attribué aux Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM). Cette décision a été validée par le Comptable.

N°D2015-701 - 15/12/15 - Direction de la Culture

106

Décision relative au marché n°4098DC15 - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Travaux d'étanchéité du Corum

Objet : Le marché n°4098DC15 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour les travaux d'étanchéité du Corum est conclu avec la société INGENCO sise à Jacou pour une durée de 22 mois à compter de sa notification et pour un montant de 88 800 € HT.

N°D2015-702 - 15/12/15 - Direction de la Culture

108

Décision relative au marché n°4072DC15 - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour diagnostic de l'existant, étude de programmation générale et étude de faisabilité d'une nouvelle médiathèque, puis programmation détaillée, et assistance lors des études de maîtrise d'œuvre

Objet : Le marché n°4072DC15 portant sur la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour diagnostic de l'existant, étude de programmation générale et étude de faisabilité d'une nouvelle médiathèque, puis programmation détaillée, et assistance lors des études de maîtrise d'œuvre est conclu avec la société ABCD, sise à Paris, pour une durée de 9 mois à compter de sa notification et pour un montant de 59 925 € HT.

N°D2015-703 - 17/12/15 - Direction des Finances

110

Décision relative à la création de la régie de recettes du parking Vicarello de Castelnau-le-Lez

Objet : A la suite du transfert de compétences, et notamment celle de la voirie, il convient de créer une régie de recettes pour le parking Vicarello de Castelnau-le-Lez. La TaM est prestataire du marché. Cette décision a été validée par le Comptable.

N°D2015-704 - 31/12/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

112

Décision relative à un marché n°4122MG15 - Médiathèque Jean-Jacques Rousseau - Remplacement du groupe froid

Objet : Un marché n°4122MG15 concernant la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau au sujet du remplacement du groupe froid est passé avec la société Climat Énergie, sise à Agde. Il concerne la dépose et le remplacement du groupe froid de la Médiathèque Jean Jacques Rousseau à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois et pour un montant de 25 275 € HT.

N°D2015-705 - 14/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

114

Décision relative à l'avenant N°1 au marché 3996DE15 - Organisation du Montpellier In Game 2015

Objet : Un avenant N°1 au marché 3996DE15 d'organisation du Montpellier In Game (MIG) 2015 est passé avec la société IsThisArt. L'équipe de la société a dû renforcer leur présence pendant les manifestations pour assurer l'accueil et la vérification des inscriptions à plusieurs événements du MIG. Le présent avenant s'élève à 850 € HT. Le nouveau montant du marché s'élève à 44 300 € HT, soit 53 160 TTC.

N°D2015-707 - 31/12/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

116

Décision relative à un marché n°4066MG15 - Dépose et remplacement de la chaudière et du ballon de production d'eau chaude sanitaire et réfection des circuits de distribution de la Piscine Christine Caron - Castelnau-le-Lez

Objet : Un marché n°4066MG15 est passé la société HERVE THERMIQUE, sise à Saint-Aunès. Il concerne la dépose, le remplacement de la chaudière et du ballon de production d'eau chaude sanitaire et la réfection des circuits de la piscine Christine Caron à Castelnau-le-Lez. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois et pour un montant de 46 469,44 euros HT.

N°D2015-709 - 04/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

118

Décision d'ester en justice "Allègre Philippe - Requête n°15MA04344"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°15MA04344 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 17 novembre 2015 par Monsieur Philippe ALLEGRE et Monsieur Thibault ALLEGRE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1305860 du 1er octobre 2015 rejetant leur demande d'annulation de la délibération du 7 octobre 2013 du Conseil Municipal de Grabels portant approbation de la révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Grabels.

N°D2015-710 - 04/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

119

Décision d'ester en justice "PLU Montpellier - Cassation"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats GARREAU, BAUER-VIOLAS, FESCHOTTE-DESBOIS près la Cour de cassation contre l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°14MA00529 du 9 octobre 2015 décidant :

- d'annuler la décision du 23 novembre 2011 par laquelle le Maire de Montpellier a rejeté la demande des requérants tendant à l'abrogation du 1er paragraphe de l'article 2 du règlement de la zone 4 AU5 du plan local d'urbanisme (PLU) de Montpellier,

- d'enjoindre à la commune de Montpellier d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil municipal le projet de modification du plan local d'urbanisme tendant à la modification des dispositions de son article 2 du règlement de la zone 4 AU5 en tant qu'elles portent sur les modalités d'urbanisation au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble.

N°D2015-711 - 28/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

121

Décision relative à un marché n°3656bisUH15 - Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision des cartes stratégiques de bruit et du plan de prévention du bruit dans l'environnement de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de fournitures courantes et de services est passé avec la société IMPEDANCE, sise à 91400 Gometz la Ville. Il concerne la mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision des cartes stratégiques de bruit et du plan de prévention du bruit dans l'environnement de la Métropole. La durée de ce marché est de 17 mois à compter de sa notification et le montant est de 72 395 € HT pour la part global et forfaitaire et pour un montant maximum de 10 000 € HT pour les prestations complémentaires.

N°D2015-714 - 06/01/16 - Direction des Sports

123

Décision relative à un marché n°4139DS15 de fournitures de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché à bons de commande de prestations de service à bons de commande n°4139DS15 est passé avec la société TOUCHAT sise à Baillargues. Il concerne la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole. La durée du marché est d'un an à compter de sa notification. Il est reconductible de manière tacite par la personne publique et ce par période d'un an, sauf renonciation du titulaire. Le montant minimum prévisionnel annuel de ce marché s'élève à 29 999,00 € HT maximum (35 998,80 € TTC). Ce marché est passé pour une durée de 3 ans.

N°D2015-715 - 06/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

125

Décision relative à la conclusion du marché 4042DE15 pour l'action de formation CAP INVESTISSEURS 2016

Objet : Le présent marché a pour objet la levée de fonds auprès d'investisseurs en capital-risque : Cap Investisseurs. L'objectif de cette action est d'amener 15 entreprises régionales, sélectionnées par le BIC de la Métropole et BPI France, à présenter professionnellement leur projet devant une vingtaine

d'investisseurs lors d'une journée de rencontre fixée au 1er trimestre 2016.

N°D2015-716 - 08/12/15 - Direction des Finances

127

Décision relative à un contrat d'emprunt entre La Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un contrat d'emprunt est conclu avec La Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres 75275 Paris cedex 06. Le montant du contrat s'élève à 60 000 000 € (soixante millions d'euros). La durée est de 20 ans, avec une phase de mobilisation d'un an, et le taux d'intérêt applicable est l'Euribor 12 mois assorti d'une marge de 0.75%.

N°D2015-717 - 06/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

130

Décision relative à la mission de Responsable Qualité Externalisée - 4067DE15

Objet : Un marché n°4067DE15 de mission de Responsable Qualité Externalisé est passé avec Sandrine PASSARRIUS domiciliée à Castelnau-le-Lez. Il a pour objet de mettre en place une organisation conforme aux exigences de l'ISO 9001 et d'externaliser la fonction de Responsable Qualité au BIC de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de février 2016 à décembre 2016 puis chaque année de janvier à décembre 2017 et de janvier à décembre 2018 (Le marché pouvant être reconduit par période successive de 12 mois - soit 2 périodes de reconduction). Le montant du marché s'élève à 33 600,00 € HT.

N°D2015-718 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

132

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Montpellier - Terrain section DL n° 65

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat de copropriétaires de la résidence Costebelle, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section DL n°65 pour une emprise partielle de 200m² afin de permettre la réalisation des travaux de pose de la canalisation de l'intercepteur Est. La convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 3 000 €.

N°D2015-719 - 15/12/15 - Direction de la Culture

134

Décision relative à la conclusion d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de développement durable dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est confié à la société INDIGGO, sise à Marseille. Il concerne une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de développement durable, relative au projet de réalisation d'un nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional.

N°D2015-720 - 29/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

136

Décision relative au marché n°4034DC15 de Refonte du système de supervision vidéo du Musée Fabre à Montpellier

Objet : Un marché n°4034DC15 de services est passé avec la société Ipérion sise à Jean de Védas. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans et pour un montant comprenant une partie forfaitaire de 57 001 € HT soit 68 401,20 € TTC et des prestations ponctuelles limitées par un seuil maximum de 150 000 € HT.

N°D2015-721 - 12/01/16 - Direction des Finances

138

Décision relative au transfert de contrats d'emprunts conclus avec la Caisse Française de Financement Local suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, les contrats d'emprunts affectés à une compétence transférée sont transférés de plein droit à la Métropole au 1er janvier 2016. Ainsi, six contrats d'emprunts réalisés par les communes de Cournonterral, Saint Drézéry, Montaud, et Lavérune auprès de la Caisse Française de Financement Local sont transférés à la Métropole.

N°D2015-722 - 17/12/15 - Direction des Finances

140

Décision relative au transfert de contrats d'emprunts conclus avec le Crédit Agricole du Languedoc suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, les contrats d'emprunts affectés à une compétence transférée sont transférés de plein droit à la Métropole au 1er janvier 2016.

Ainsi, onze contrats d'emprunts réalisés par les communes de Cournonterral, Lavérune, Saussan, Saint Geniès des Mourgues et Saint Jean de Védas, auprès du Crédit Agricole du Languedoc, sont transférés à la Métropole.

N°D2015-723 - 17/12/15 - Direction des Finances

142

Décision relative au transfert de contrats d'emprunts conclus avec la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, les contrats d'emprunts affectés à une compétence transférée sont eux-mêmes transférés de plein droit à la Métropole au 1er janvier 2016.

Ainsi, douze contrats d'emprunts réalisés par les communes de Cournonterral, Lavérune, Saint-Brès et Restinclières, auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon, sont transférés à la Métropole.

N°D2015-724 - 17/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

144

Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle IZ n° 162 - Commune de Montpellier

Objet : La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 5 novembre 2015 concernant la vente d'un immeuble occupé, à usage d'habitation et de commerces, situé sur la commune de Montpellier, 18 rue Guillaume Pellicier, cadastré section IZ n° 162, d'une superficie de 290m². La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

N°D2015-725 - 17/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

146

Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle IZ n° 95 - Commune de Montpellier

Objet : La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 12 novembre 2015 concernant la vente d'un immeuble libre de toute occupation, à usage d'habitation, situé sur la Commune au 8 rue Général Vincent, cadastré section IZ n° 95, d'une superficie de 54m². La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

N°D2015-726 - 07/01/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

148

Décision relative à un marché n°4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des canaux sur la commune de Clapiers

Objet : Un marché n°4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des canaux sur la commune de Clapiers est passé avec le Cabinet MERLIN sis à VENDARGUES. Il est conclu pour un montant de 24 800 € HT. et pour une durée de 13 mois à compter de sa notification.

N°D2015-727 - 05/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

150

Décision relative à un marché n°3979 MG15, refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus

Objet : Un marché de travaux n°3979MG15 est passé avec la société Sud Média Système sise à Baillargues. Il concerne la refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus. Sa durée est de 5 mois et son montant s'élève à 95 310 € HT, soit 114 372 € TTC comprenant la solution de base ainsi que les PSOA 1 et 2.

N°D2015-728 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

152

Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole régularise la mise à disposition de la SAFER LR d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes, d'une surface totale de 69ha 06a 19ca. La convention de mise à disposition est consentie et acceptée pour la durée d'une campagne, jusqu'au 30 octobre 2015 moyennant une indemnité annuelle de 12 295 €.

N°D2015-729 - 05/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	155
Décision relative à un marché n°4046 RH15 "Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole"	
Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec l' AMETRA. Il concerne les prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour une période d'un an à compter de sa notification et pour un montant de 202 734 € HT.	
N°D2015-733 - 04/01/16 - Direction des Ressources Informatiques	157
Décision relative à un contrat de services pour le logiciel de gestion de centre de loisirs "e.enfance"	
Objet : Un contrat de services de la solution « e.enfance » est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT sise à LABEGE. Il concerne l'hébergement du logiciel de gestion de centre de loisirs e.enfance installé à l'Ecolothèque, ainsi qu'une assistance téléphonique aux utilisateurs. Ce logiciel est composé de la gestion de la scolarité, des inscriptions à la restauration, des services périscolaires, des activités culturelles et sportives ainsi que de la facturation en ligne des familles. Le contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois et pour un montant de 4 116,10 € TTC.	
N°D2015-734 - 23/12/15 - Direction de la Culture	159
Décision relative à un avenant n°7 à la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont	
Objet : Un avenant n°7 à la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont est conclu avec la SARL Théâtre des Treize Vents. Cet avenant concerne la prolongation de la mise à disposition gratuite du lieu du 31 décembre 2015 au 30 juin 2016.	
N°D2015-735 - 04/01/16 - Direction des Ressources Informatiques	161
Décision relative à une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'opérateur Completel	
Objet : Cette convention concerne l'infrastructure numérique Très Haut Débit mise à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole à l'opérateur Completel, pour les besoins de développement de son réseau sur tout le territoire de la Métropole. Elle entre en vigueur à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2016. Elle pourra être renouvelée, par nouvelle période de 1 année, quatre fois, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2020. L'actualisation des tronçons mis à disposition de l'opérateur Completel, du prix de cette mise à disposition et toute autre feront l'objet d'avenant. La redevance est calculée en fonction du mètre linéaire de fibre optique mis à disposition au tarif de 2,44 € H.T. du mètre linéaire par an et par paire de fibre optique. La longueur exacte du tronçon mis à disposition étant de 5 221,22 mètres, le montant de la recette s'élève à 12 739,78 € HT.	
N°D2015-737 - 04/01/16 - Direction des Ressources Informatiques	163
Décision relative à un contrat n°iM2016/0031 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE	
Objet : Un contrat n°iM2016/0031 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique est conclu avec la société SAIGA INFORMATIQUE, sise à CLERMONT-FERRAND. Il concerne l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE installé au Conservatoire à Rayonnement Régional. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 5 884,80 € TTC.	

N°D2015-738 - 04/01/16 - Direction des Ressources Informatiques	165
Décision relative à un contrat n°2016-01-01/1 d'assistance et formation à la prestation pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies	
Objet : Un contrat n°2016-01-01/1 d'assistance et formation à la prestation est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT, sise à LABEGE. Il concerne les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016 pour un montant compris entre un minimum de 9 870 € HT et un maximum de 39 480 € HT.	
N°D2015-739 - 14/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	167
Décision relative à la conclusion d'un contrat pour l'action de formation CAP CROISSANCE 2016	
Objet : Un marché est conclu avec la société DYNEIS sise à Montpellier. Il concerne le programme de formation d'actions collectives Cap Croissance proposée par le BIC Cap Alpha-Cap Omega pour l'année 2016.	
N°D2015-740 - 24/12/15 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	169
Décision relative au marché n°4054UH15 pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montaud	
Objet : Un marché n°4054UH15 de prestations intellectuelles est passé avec "l'Agence Actions Territoires" située sur Montpellier (mandataire) et la société "Ecotone" située dans l'Aude (co-traitant). Il a pour objet l'élaboration du PLU de la commune de Montaud Il prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations pour une durée de 36 mois et pour un montant de 54 145 € HT.	
N°D2015-741 - 24/12/15 - Direction des Finances	171
Décision relative à la création de la régie de recettes du parking des Arceaux à Montpellier	
Objet : La Métropole étant compétente en matière de voirie et le parking des Arceaux étant géré en régie directe par un marché avec EFFIA Stationnement, il convient de créer une régie de recettes. Cette décision a été validée par le Comptable.	
N°D2015-743 – 07/01/16 - Direction des Sports	173
Décision relative à un avenant de transfert au marché n°3598DS14	
Objet : Il s'agit de constater par avenant le transfert d'activité à la société EXOCETS par la société POLE AIR, titulaire du marché n°3598-DS14 concernant le contrôle des centrales de traitement d'air du réseau des piscines de la Métropole. L'économie et l'objet du marché ne sont pas remis en cause.	
N°D2015-744 - 04/01/16 - Direction des Ressources Informatiques	175
Décision relative à un marché n°4082RI15 de fourniture de prestations relatives aux évolutions à venir et au maintien en conditions opérationnelles de l'annuaire fédérateur (WEB SSO) de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un marché n°4082RI15 d'évolution et maintien en conditions opérationnelles de l'annuaire de fédération des identités et SSO Web est conclu avec la société SAVOIR-FAIRE LINUX sise à PARIS pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable 1 fois pour une durée d'un an et pour un montant global de 60 500 € HT.	
N°D2015-745 - 23/12/15 - Direction des Finances	177
Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec la Caisse Française de Financement Local suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : La création de Montpellier Méditerranée Métropole entraîne le transfert à cette dernière de nombreuses compétences. Les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et la neutralité du transfert de charges conduisent au transfert de cinq contrats d'emprunts, conclus par la ville de Montpellier avec la Caisse Française de Financement Local, à Montpellier Méditerranée Métropole.	

N°D2015-746 - 23/12/15 - Direction des Finances

179

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec Depfa ACS Bank suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La création de Montpellier Méditerranée Métropole entraîne le transfert à cette dernière de nombreuses compétences. Les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et la neutralité du transfert de charges conduisent au transfert de cinq contrats d'emprunts, conclus par la ville de Montpellier avec Depfa ACS Bank, à Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2015-747 - 23/12/15 - Direction des Finances

181

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec la Société Générale suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La création de Montpellier Méditerranée Métropole entraîne le transfert à cette dernière de nombreuses compétences. Les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et la neutralité du transfert de charges conduisent au transfert de cinq contrats d'emprunts, conclus par la ville de Montpellier avec la Société Générale, à Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2015-748 - 24/12/15 - Direction des Finances

183

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La création de Montpellier Méditerranée Métropole entraîne le transfert à cette dernière de nombreuses compétences. Les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et la neutralité du transfert de charges conduisent au transfert de cinq contrats d'emprunts, conclus par la ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France, à Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2015-749 - 24/12/15 - Direction des Finances

185

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec le Crédit Agricole Corporate and Investment Bank suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La création de Montpellier Méditerranée Métropole entraîne le transfert à cette dernière de nombreuses compétences. Les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et la neutralité du transfert de charges conduisent au transfert de cinq contrats d'emprunts, conclus par la ville de Montpellier avec le Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, à Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2015-751 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

187

Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Murviel-lès-Montpellier, il a été décidé de déléguer le DPU sur toutes les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2015-752 - 24/12/15 - Direction des Finances

189

Création de la régie de recettes de l'aire de Stationnement du "Prévost" à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La compétence voirie ayant été transférée à la Métropole, l'aire de stationnement du "Prévost" fait désormais partie des parkings métropolitains. Une régie de recettes est créée pour le bon fonctionnement de celui-ci. Cette décision a été validée par le Comptable.

N°D2015-753 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

191

Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Saint Geniès des Mourgues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Saint Geniès des Mourgues, il a été décidé de déléguer le DPU sur toutes les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2015-754 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	193
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Montaud	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) En accord avec la commune de Montaud, il a été décidé de déléguer le DPU sur toutes les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-756 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	195
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Restinclières	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Restinclières, il a été décidé de déléguer le DPU sur toutes les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-758 - 11/01/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	197
Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux situés 50 place Zeus à Montpellier	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conclut une convention d'occupation temporaire du domaine public avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole concernant des locaux au rez-de-chaussée d'un immeuble situé au 50 place Zeus à Montpellier. La convention est conclue pour une période de 12 ans, à compter de sa date de signature.	
N°D2015-759 - 17/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	199
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la Commune de Sussargues	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) En accord avec la commune de Sussargues, il a été décidé de déléguer le DPU sur toutes les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-760 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	201
Décision relative à la délégation des droits de préemption urbain sur le territoire de la commune de Saint-Drézéry	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la Commune de Saint-Drézéry, il a été décidé de déléguer le DPU sur toutes les zones U et AU et le DPUR sur les zones UA et UG du territoire de la commune.	
N°D2015-762 - 17/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	203
Décision d'ester en justice "FUENTES TGI Montpellier"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "PARME Avocats" consécutivement à l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier reçue le 11 décembre 2015 suite à la requête de la famille de feu Madame Marie-Jeanne FUENTES tendant à obtenir réparation pour préjudice subi suite à l'organisation par la SAEML SFMA de l'ensemble des obsèques de Madame Feue Marie-Jeanne FUENTES.	
N°D2015-765 - 14/01/16 - Direction des Ressources Informatiques	204
Décision relative à un contrat n°201500253 de maintenance du progiciel de gestion des dossiers d'application du droit des sols DROITS DE CITES	
Objet : Un contrat n° 201500253 de maintenance du progiciel de gestion des dossiers d'application du droit des sols DROITS DE CITES est conclu avec la société OPERIS, sise à CHAMPLAN. Il concerne la maintenance et la télé-assistance du progiciel DROITS DE CITES installé à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, ainsi que l'intégration annuelle des données du cadastre en provenance de la Direction Générale des Impôts. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016 et sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 19 174,50 € T.T.C.	

N°D2015-766 - 04/01/16 - Direction des Finances	206
Clôture des régies de recettes & d'avances des Maisons d'Agglomération	
Objet : A la suite à la fermeture des Maisons d'Agglomération, il devient nécessaires de clôturer les régies de recettes et d'avances correspondantes. Cette décision a été validée par le Comptable.	
N°D2015-768 - 24/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	208
Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées sections AE n°15, 16, 17, 18, 19, 20 et 24, lieu-dit le Thôt et indemnité d'éviction du fermier - Commune de Lattes	
Objet : Dans le cadre du projet de lutte contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une unité foncière constituée de 7 terrains pour une contenance de 115 933 m ² au prix de 370 986 €, auprès de l'indivision BARUS-BON plus une indemnité d'éviction du fermier d'un montant de 34 780 €	
N°D2015-769 - 04/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	210
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société HASTATIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société HASTATIS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification, soit jusqu'au 31 décembre 2016. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société HASTATIS pour la surface de 30,00 m ² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 436,50 euros conformément au tarif applicable à ce jour (valeur Décembre 2015), approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.	
N°D2015-770 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	212
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Beaulieu	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Beaulieu, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune tel que indiqué sur le plan annexé.	
N°D2015-771 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	214
Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Clapiers	
Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015.	
En accord avec la Commune de Clapiers, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-772 - 17/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	216
Décision d'ester en justice "SA IKEA DEVELOPPEMENT n°1503614-2"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "PARME Avocats" suite au dépôt de la requête n°1503614-2 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SA IKEA Développement tendant à obtenir dégrèvement de la taxe pour enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour les années 2013 et 2014.	
N°D2015-775 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	217
Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Installation de la base de vie - parcelle section AW n°247 - Commune de Castelnau-le-Lez	
Objet : Une convention d'occupation temporaire est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les copropriétaires de la parcelle située sur la commune de Castelnau-le-Lez afin de permettre l'implantation d'une base de vie pour la réalisation des travaux de pose de canalisation d'eaux usées. Cette convention d'une durée de dix-sept mois, est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 10 000 €.	

N°D2015-776 - 04/01/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	219
Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier concernant un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier	
Objet : Un contrat de location est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier. Il concerne un local de 70 m ² situé au 19 rue Lallemand. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa signature pour un loyer annuel de 8 406,17 € HC.	
N°D2015-777 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	221
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Cournonsec	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Cournonsec, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-778 - 23/12/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	223
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Cournonterral	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Cournonterral, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-780 - 04/01/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	225
Décision relative à un contrat de location entre Hérault Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant des locaux situés au 88 Allée Georges de Cuevas à Montpellier - Conseil Citoyen	
Objet : Hérault Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location concernant des locaux situés au 88, Allée Georges de Cuevas à Montpellier, destiné à accueillir un Conseil Citoyen. Les locaux ont une surface de 35,90 m ² environ. Le bail est consenti et accepté à compter du 1er janvier 2016 pour une durée d'an renouvelable par tacite reconduction ne pouvant pas excéder 12 ans. Le loyer mensuel est fixé à 216 euros TTC, payable à terme échu.	
N°D2015-782 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	227
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Castelnau-le-Lez, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U du territoire de la commune telles que figurées au plan annexé.	
N°D2015-783 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	229
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Prades-le-Lez	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Prades-le-Lez, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune tel qu'indiqué dans le plan annexé.	
N°D2015-784 - 11/01/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	231
Décision relative à une convention d'occupation du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Locaux situés 2 place des Héros, Villeneuve-lès-Maguelone	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone une convention d'occupation temporaire du domaine public concernant des locaux à usage de bureau en rez-de-chaussée d'un immeuble situé 2, place des Héros, 34750 Villeneuve-lès-Maguelone. La durée de la convention est de 6 ans à compter de sa date de signature, reconductible une fois de façon expresse. La redevance annuelle est de 9750 € HT et HC.	

- N°D2015-785 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel 233
Décision relative à la délégation des Droits de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU et le DPUR sur les zones UA du territoire de la commune.
- N°D2015-789 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel 235
Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Garosud pour la parcelle OI 03 (société EOLE) - Commune de Montpellier
Objet : L'article L 311-4 du Code de l'urbanisme prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone. Le propriétaire de la parcelle OI 03 sur la ZAC Garosud souhaite réaliser un programme de construction de 2 946 m² de surface de plancher globale dédiée à des bureaux. Le montant de la participation du constructeur au programme des équipements publics est estimé à 235 680 € et sera encaissé par l'aménageur.
- N°D2015-794 - 23/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics 237
Décision d'ester en justice "Monsieur et Madame SOULIER - Juge de l'expropriation"
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" consécutivement à la saisine du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault par Monsieur et Madame SOULIER pour fixation du montant des indemnités définitives de la parcelle cadastrée section CO n°33 sur la commune de Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.
- N°D2015-795 - 23/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics 238
Décision d'ester en justice "Louis SOULIER - Juge de l'expropriation"
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" consécutivement à la saisine du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault par Monsieur Louis SOULIER pour fixation du montant des indemnités définitives de la parcelle cadastrée section CO n°34 sur la commune de Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.
- N°D2015-796 - 23/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics 239
Décision d'ester en justice "BIANCHETTO - Juge de l'Expropriation"
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" consécutivement à la saisine du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault par les Consorts BIANCHETTO pour fixation du montant des indemnités définitives des parcelles cadastrées section CO n°31 et n°32 sur la commune de Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.
- N°D2015-797 - 11/01/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments 240
Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Icemed, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un contrat de location avec la société Icemed - SAS sise à Montpellier. La location porte sur un local de 52 m² situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier, pour une durée d'un an et pour un loyer annuel de 4 384,33 € HT, soit 5 261,20 € TTC, payables trimestriellement. Une provision pour charges sera versée dans les mêmes conditions que le loyer.

N°D2015-799 - 23/12/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	242
Décision portant abrogation de la décision D2015-759 relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la Commune de Sussargues	
Objet : Modification de la rédaction de la décision D 2015-759 concernant la date d'effectivité.	
N°D2015-800 - 04/01/16 - Direction des Finances	244
Décision relative à une ouverture de crédit de Trésorerie conclue entre la Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale, dont le siège social est situé à 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06. Elle est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à 25 000 000 € (vingt-cinq millions d'euros) pour une durée totale maximale d'an.	
N°D2015-801 - 04/01/16 - Direction des Finances	246
Décision relative à une ouverture de crédit de Trésorerie conclue entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, dont le siège social est situé à Allée Louis Lichou, 29 480 Le Relecq Kerhuon. Elle est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à 25 000 000 € (vingt-cinq millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.	
N°D2015-806 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	248
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la Commune de Grabels	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Grabels, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune telles qu'indiquées au plan annexé.	
N°D2015-807 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	250
Décision relative à la délégation des Droits de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Jacou	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Jacou, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU et le DPUR sur la zone U1 du territoire de la commune.	
N°D2015-809 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	252
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Juvignac	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Juvignac, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune tel qu' indiquées au plan annexé.	
N°D2015-810 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	254
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Baillargues	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la commune de Baillargues, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-812 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	256
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Saussan	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Saussan, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.	

N°D2015-813 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	258
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Brès dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Brès dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-814 - 13/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	260
Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castries dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castries dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-815 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	262
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Fabrègues dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Fabrègues dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-816 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	264
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Jacou dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Jacou dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-818 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	266
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	

N°D2015-819 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	268
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Drézéry dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Drézéry dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-820 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	270
Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la Commune de Saint-Brès	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la Commune de Saint-Brès, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.	
N°D2015-822 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	272
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Vendargues dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Vendargues dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-823 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	274
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Sussargues dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Sussargues dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-825 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	276
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, des chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que des chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2015-826 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	278
Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saussan dans le domaine public métropolitain	

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saussan dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-827 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

280

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Restinclières dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Restinclières dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-828 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

282

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Jean de Védas dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Jean de Védas dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-829 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

284

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Georges d'Orques dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Georges d'Orques dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-830 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

286

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Geniès des Mourgues dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Geniès des Mourgues dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-831 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

288

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Prades-le-Lez dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Prades-le-Lez dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-832 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

290

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pignan dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pignan dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-835 - 13/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

292

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Beaulieu dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Beaulieu dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales

N°D2015-836 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

294

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonsec dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonsec dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-838 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

296

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune du Cres dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune du Cres dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-839 - 13/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

298

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montaud dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montaud dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales.

N°D2015-840 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

300

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montferrier-sur-Lez dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montferrier-sur-Lez dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-842 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

302

Décision relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pérols dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pérols dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2015-843 - 08/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

304

Décision relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété Transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain, de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2016-1- 04/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

306

Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Sussargues

Objet : Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Sussargues, il a été décidé de déléguer le DPU sur toutes les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2016-3 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

308

Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Saint Jean de Védas, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2016-4 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

310

Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Castries

Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Castries, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones

U et AU du territoire de la commune.

N°D2016-5 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

312

Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune du Crès

Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de prémption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Le Crès, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2016-7 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

314

Décision relative à la délégation des Droits de Prémption sur le territoire de la commune de Lavérune

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de prémption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Lavérune, il a été décidé de déléguer le DPUR sur les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2016-8 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

316

Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de prémption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Montferrier-sur-Lez, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2016-9 - 04/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

318

Décision relative à la délégation des Droits de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de prémption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la commune de Montpellier, il a été décidé de déléguer le DPU et le DPUR sur les zones U et AU du territoire de la commune.

N°D2016-15 - 11/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

320

Décision relative à l'agrément de candidature du laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673) dans le bâtiment CAP DELTA à Grabels

Objet : La candidature du laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP DELTA. Son activité est la recherche scientifique - spécialisée en chimie verte et innovation écologique. Il est candidat à la location du lot 3.04 de 182.09 m² pour une période de 5 mois. Le laboratoire prévoit un effectif de 7 personnes sur site.

N°D2016-18 - 11/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

322

Décision d'ester en justice "Conseil de Prud'hommes - Agent SFMA"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Conseil de Prud'hommes de Montpellier suite à la requête déposée par un agent des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA) consécutivement à son licenciement.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4028DE15 passé avec la société COFELY GDF SUEZ pour la maintenance multi-technique des bâtiments du BIC (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 46 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 euros H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché avec une entreprise spécialisée dans la maintenance multi technique avec travaux et prestations associées pour les bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de maintenance multi technique avec travaux et prestations associées est passé avec la société COFELY GDF SUEZ Agence Languedoc Roussillon dont le siège social est 1095 rue Henri Becquerel 34960 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maintenance multi technique avec travaux et prestations associées des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi)

ARTICLE 3: Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 4: Le montant du marché s'élève à 45 060,00 euros HT. et le montant des prestations ponctuelles est plafonné à 30 000,00 euros HT. La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-495
Reçue en Préfecture le	09 DEC. 2015
Affichée le	09 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Amc110 3006-AU

Fait à Montpellier, le

09 DEC. 2015

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'expérimentation d'un service d'accès à Internet haut débit en mobilité basé sur les technologies WiFi et 3G/4G à destination des passagers de la ligne 3 de tramway de la ville de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat »,
- **VU** l'ambition de devenir une des métropoles les plus attractives en France et en Europe notamment d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré ainsi que de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises, dans le cadre du Programme de Recherche et Développement de la « Cité intelligente » ou EcoCité montpelliéraine résultant de cette nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales,
- **CONSIDERANT** la nécessité de mener une expérimentation innovante d'accès Internet haut débit en technologie WiFi et 3G/4G à destination des passagers de la ligne 3 de tramway de la ville de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'expérimentation d'un service d'accès à Internet haut débit en mobilité basé sur les technologies WiFi et 3G/4G à destination des passagers de la ligne 3 de tramway de la ville de Montpellier est conclue avec la société ORANGE FRANCE, 78 rue Olivier de Serres, 75015 PARIS.

ARTICLE 2 : Les prestations de cette convention sont les suivantes :

- définir la solution technique la mieux adaptée au Service Expérimenté,
- installer, mettre en fonctionnement, paramétrer, tester les Equipements actifs constitutifs du Service Expérimenté sur les Infrastructures de transports de la ligne 3 de tramway,

- réaliser un essai du Service Expérimenté en service non commercial afin de valider la continuité du service sur le trajet du tramway,
- réaliser un essai du Service Expérimenté en service commercial,
- rédiger un compte rendu d'expérimentation,
- décider de la suite à donner au partenariat.

ARTICLE 3 : La présente convention entre en vigueur à sa date de signature apposée par la dernière des parties pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 4 : Les prestations de cette convention s'effectuent à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-512
Reçue en Préfecture le	14.01.2016
Affichée le	14.01.2016
Notifiée le	
Identifiant	INC 1103434-A

Fait à Montpellier, le 14.01.2016

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché pour un contrat de cession avec l'Association Music'alchimie

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole des prestations artistiques et pédagogiques de qualité, témoignant d'un haut niveau d'exigence requis au sein de l'établissement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations de service est passé avec l'Association Music'alchimie sise 2 Bis, Rue de Lapeyronie – 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation d'une prestation intitulée « Circle Song » correspondant à trois sessions de master class d'improvisation vocale jazz, animées par David Eskenazy, musicien et compositeur. Ces sessions d'une journée sont réparties entre le dernier trimestre 2015 et le premier semestre 2016.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1 050 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-566
Reçue en Préfecture le	16 DEC. 2015
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104589.cc

Fait à Montpellier, le 16 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la passation d'un avenant à une convention d'occupation temporaire du domaine public à la piscine olympique d'Antigone de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015, portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « sports et traditions sportives »,
- **CONSIDERANT** la délibération n°10692 en date du 26 février 2012 prévoyant une prolongation de la durée de la convention d'occupation temporaire du domaine public d'un espace commercial dédié à la restauration rapide au sein de l'enceinte de la Piscine Olympique d'Antigone de Montpellier jusqu'au 30 avril 2022,
- **CONSIDERANT** la cession de parts de la SARL CROC AU BAIN intervenue en date du 12 juin 2015, entre la gérante, Madame Coralie BEN ADIBAH et les co-gérants de la SARL FRANCOIS-LOIZON, Madame Gaëlle LOIZON et Monsieur Eric FRANCOIS,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°5 à la convention d'occupation temporaire du domaine public à la Piscine Olympique d'Antigone est conclu avec la société CROC AU BAIN, dont le siège social est sis au 165 avenue Jacques Cartier à Montpellier (34000), il concerne la cession de parts de la SARL CROC AU BAIN intervenue en date du 12 juin 2015, entre la gérante, Madame Coralie BEN ADIBAH et les co-gérants de la SARL FRANCOIS-LOIZON, Madame Gaëlle LOIZON et Monsieur Eric FRANCOIS.

ARTICLE 2 : Le lieu est un local commercial dans l'enceinte de la Piscine Olympique d'Antigone au 165 avenue Jacques Cartier à Montpellier (34000).

ARTICLE 3 : Conformément à la délibération n°10692 en date du 26 février 2012, la convention se terminera le 30 avril 2022.

ARTICLE 4 : La convention fait l'objet d'une redevance payable trimestriellement, les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant n°5 à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-593
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1105446-cc

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de l'avenant n°1 du marché n°3733bisGD15 lot 3 relatif aux travaux d'extension et de modernisation du point propreté de Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de poser des garde corps supplémentaires pour sécuriser le cheminement sur la rampe d'accès à la plateforme supérieure et de modifier les guides berces en atelier pour permettre un alignement des bennes de collecte sur le bord des quais, ,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3733bisGD15 lot 3 de travaux est conclu avec la société MP industries sise 128 chemin de Roman 13120 GARDANNE .

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la fourniture de 18 mètres linéaires de garde corps pour sécuriser le cheminement sur la rampe d'accès à la plateforme supérieure et la modification des guides berces en atelier pour permettre un alignement des bennes de collecte sur le bord des quais..

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 7 540 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 102 172 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer l'avenant conformément à l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-613
Reçue en Préfecture le	03/12/2015
Affichée le	04/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1105287

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER 03 DEC 2015

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché subséquent n°4048EA15 selon l'accord cadre n°3398EA13 de renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable - rue de Lorraine - sur la commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de renouveler les réseaux d'eaux usées et d'eau potable - rue de Lorraine - sur la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché subséquent n°4048EA15 selon l'accord cadre n°3398EA13 de renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable – rue de Lorraine – sur la commune de Montpellier est passé avec le groupement SADE/RAZEL BEC (mandataire SADE) sis ZI – 820 rue de la Marbrerie – BP 70033 – 34741 VENDARGUES Cedex.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des travaux et consiste à assurer le renouvellement du réseau unitaire par une nouvelle conduite en PRV DN400 et le renouvellement de la conduite d'eau potable DN80 et des branchements associés.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée maximale est de 4 mois (1 mois de préparation et 3 mois de travaux).

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 144 995,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement et au budget annexe de l'eau potable de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-620
Reçue en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affichée le	01 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incello5414AV

Fait à Montpellier, le

01 DEC. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'aménagement de l'avenue Georges FRECHE à Castelnau-le-Lez - Acquisition foncière - Échange des parcelles AX 109 - AX 99

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS, en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS, dans les domaines « Voirie, Espace Public »
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2007-I-1022 du 29 mai 2007 déclarant d'utilité publique l'opération d'aménagement de l'avenue du Mas de Rochet sur les Communes de Montpellier et Castelnau-le-Lez, au profit de la Métropole, prorogé jusqu'au 28 mai 2017 par arrêté préfectoral n°2012-I-908 du 19 avril 2012,
- **VU** l'avis de France Domaines du 29 octobre 2015,
- **CONSIDERANT** que par décision D2012-128 du 13/07/2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 01/01/2015, a autorisé la Vice-Présidente Déléguée à signer une promesse de vente sans soulte avec le CTI SUD. Cette convention prévoyant que le CTI SUD s'engageait à céder la parcelle AX 109, cadastrée à Castelnau-le-Lez, d'une contenance de 955 m² à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et que, afin de permettre le maintien de l'activité du CTI SUD, la Communauté d'Agglomération s'engageait à rétrocéder au même centre une parcelle cadastrée AX 99 de 1010 m². Cet échange devant s'effectuer sans soulte, au motif que la valeur vénale des terrains était identique.
- **CONSIDERANT** que la décision D2012-128 du 13/07/2012 visait l'autorisation donnée à la Vice-Présidente de signer la convention de promesse d'échange.
- **CONSIDERANT** qu'il est donc nécessaire d'autoriser le Vice-Président délégué à signer l'acte authentique réitérant la promesse d'échange.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision a pour objet l'acquisition foncière de la parcelle AX 109 de 955 m² appartenant à CTI SUD en échange de la parcelle AX99 de 1010 m² appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les parcelles sont situées avenue Georges FRECHE à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 3 : L'acquisition sera finalisée au plus tôt.

ARTICLE 4 : L'échange est sans soulte, conformément à l'avis de France Domaines établissant que la valeur vénale des deux biens est identique. Les frais notariés sont à la charge de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, le Vice-Président délégué, est autorisé à signer l'acte authentique réitérant la promesse d'échange conformément à l'arrêté A2015-18 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-631
Reçue en Préfecture le	12 JAN. 2016
Affichée le	12 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incd105676-AU

Fait à Montpellier, le **12 JAN. 2016**

M. R. YOUSSEUS



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au contrat n°1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique ESRI

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 20,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2014-321 approuvant le contrat n°1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI, d'un montant annuel s'élevant à 24 266,40 € T.T.C., conclu avec la société ESRI FRANCE,
- VU l'acquisition d'une licence ARCGIS NETWORK ANALYST auprès de la société ESRI FRANCE,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance et le support technique de cette licence,
- **CONSIDÉRANT** que seule la société ESRI FRANCE peut réaliser ces prestations en tant que distributeur et mainteneur exclusif en France de la société ESRI INC., éditeur et titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les logiciels de la gamme ARCGIS,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au contrat n°1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI est conclu avec la société ESRI FRANCE, 21 rue des Capucins, 92195 MEUDON Cedex.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la licence ARCGIS NETWORK ANALYST utilisée par le service SIG de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat.

ARTICLE 3 : Cet avenant prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2016, le contrat initial arrivant à terme à cette même date.

ARTICLE 4 : Le montant du présent avenant s'élève à mille quatre-cent soixante-dix euros T.T.C. (1 470,00 € T.T.C.).

ARTICLE 5 : Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à vingt-cinq mille sept cent trente-six euros et quarante cents T.T.C. (25 736,40 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-632
Reçue en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affichée le	01 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108744V

Fait à Montpellier, le

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique

01 DEC. 2015



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat d'accès haut débit internet en fibre optique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat »,
- **VU** la mise en place d'un bâtiment totem de la French Tech dans les anciens locaux de la mairie de Montpellier,
- **CONSIDERANT** la nécessité, pour les entreprises installées dans ce bâtiment, de bénéficier d'un accès haut débit internet,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de fourniture d'accès haut débit internet en fibre optique est conclu avec la société OVEA, 59 rue Nelson Mandela, 34070 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne l'accès haut débit internet pour les entreprises installées dans le bâtiment totem de la French Tech situé dans les anciens locaux de la mairie de Montpellier, allée Anne-Marie de Becker, 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 mois.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat s'élève à trois mille huit cent trente-trois euros et quatre-vingt-quinze cents T.T.C (3 833,95 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-633
Reçue en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affichée le	01 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc M05899-AV

Fait à Montpellier, le

01 DEC. 2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3809bisEA15 Contrôle des dispositifs d'autosurveillance des systèmes d'épuration de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer un contrôle réglementaire annuel obligatoire des dispositifs d'auto surveillance des stations et réseaux d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDÉRANT la procédure suivie après publication d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence en date du 03 septembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3809bisEA15 de contrôle des dispositifs d'auto surveillance des systèmes d'épuration de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec la SARL CEREG METROLOGIE sise 589 rue Favre de Saint Castor – 34080 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de prestations de service et consiste à vérifier la conformité des dispositifs d'auto surveillance vis-à-vis des prescriptions techniques d'agrément de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et d'évaluer leur fonctionnement.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an renouvelable deux fois.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable deux fois pour un montant maximum de 25 000€ H.T par période de reconduction soit un maximum pour la durée totale du marché de 75 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-641
Reçue en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affichée le	01 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc M05955AN

Fait à Montpellier, le

01 DEC. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3881DC15 de fourniture et fabrication de repas "bio" en liaison froide pour l'accueil de loisirs de l'Ecolothèque

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur/Jean-François Audrin en qualité de Vice-Président délégué à la valorisation, à la protection animale et à la biodiversité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-9 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François Audrin dans le domaine « Ecolothèque »,

CONSIDÉRANT la nécessité de fournir à l'Ecolothèque des repas en liaison froide, dans le cadre des activités de l'Accueil de Loisirs les mercredis et pendant les vacances scolaires,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°388DC15 est passé avec l'ESAT « Les Hautes Garrigues », Route de Frouzet, 34380 Saint Martin de Londres.

ARTICLE 2 : Ce marché à bon de commande, sans minimum et d'un maximum de 70 000 € H.T. par an, concerne la fabrication et la fourniture de repas en liaison froide les mercredis et vacances scolaires.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an.

ARTICLE 4 : Le montant estimatif du marché est évalué à 66 989,20 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 924.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-François Audrin Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-9 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-644
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc M06006AU

Fait à Montpellier, le

30 NOV. 2015

M. J.-F. AUDRIN

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Valorisation et protection animales Biodiversité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4000MG15 - Nettoyage du réseau
aéraulique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction à Madame Michelle CASSAR dans le domaine « énergie et transition énergétique »,

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder au nettoyage du réseau aéraulique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDÉRANT l'analyse des offres effectuée suite à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence en date du 27/08/2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché à bons de commande n°4000MG15 de fournitures courantes et services est passé avec la société IGIENAIR, sise à Aix-en-Provence.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le nettoyage du réseau aéraulique des piscines.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale court de sa notification au 31 décembre 2016. Il pourra être reconduit, de manière expresse, par période d'un an, 3 fois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 73 580 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Madame Michelle CASSAR Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-645
Reçue en Préfecture le	0 2 DEC. 2015
Affichée le	0 4 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incl1106009 AV

Fait à Montpellier, le

0 2 DEC. 2015

Mme M. CASSAR



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché pour un contrat de cession avec le Collectif KOA

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole des prestations artistiques et pédagogiques de qualité, témoignant d'un haut niveau d'exigence requis au sein de l'établissement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestation de service est passé avec l'Association Collectif KOA sise 42, Rue Adam de Craponne à Montpellier (34000).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation d'une prestation intitulée « Workshop et Concert solo avec Marc Ducret, guitariste ».

ARTICLE 3 : Le marché prend effet le 14 décembre 2015 pour se terminer le même jour après le concert, programmé à 20h00 à l'Auditorium du Musée Fabre.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 1 104,30 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-647
Reçue en Préfecture le	1 6 DEC. 2015
Affichée le	17 12 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1106117-cc

Fait à Montpellier, le 1 6 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 4057GD15 "Acquisition d'équipement de géo localisation et de guidage dynamique, avec maintenance, et fourniture de cartes G.P.R.S. pour la régie de Montpellier Méditerranée Métropole"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur, Cyril MEUNIER en qualité de Vice Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'équiper les engins de la Régie de collecte d'équipements de géo localisation et de guidage,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4057GD15, est conclu avec la société TERRA NOVA - 639 Boulevard des ARMARIS BASTIDE DE LA GIPONNE - 83 100 TOULON.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'acquisition d'équipements de géo localisation et de guidage dynamique, avec maintenance, et fourniture de cartes G.P.R.S. pour la régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune.

ARTICLE 4 : Les montants minimum et maximum du marché s'élèvent respectivement à 50 000 € H.T. et 70 000 € H.T. pour la période initiale, et à 1 000 € H.T. et 4 000 € H.T. pour chaque période de reconduction. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-653
Reçue en Préfecture le	04/12/2015
Affichée le	04/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 4106188

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4009DC15 d'assistance technique et financière pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et de la patinoire Végapolis - Lot n°1 Aquarium Mare Nostrum

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-64 du 23 avril 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Jean-François AUDRIN dans le domaine « Valorisation et protection animales, biodiversité »,
- VU l'avis d'appel public à la concurrence publié le 13 août 2015,
- VU le rapport d'analyse des offres établi en date du 6 novembre 2015,
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser une étude pour la clôture de la Délégation de Service Public de l'aquarium Mare Nostrum, et le suivi d'une nouvelle procédure de passation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4009DC15 – Lot n°1 : assistance technique et financière pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est passé avec le groupement d'entreprise Partenaires Finances Locales / Patrimoine Valorisation Développement Diffusion, dont le mandataire est Partenaires Finances Locales, sis 96 boulevard Sébastopol – 75 003 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'assistance technique et financière pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 14 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 38 900€ H.T. pour la partie forfaitaire, et est estimé à 7 950€ H.T. pour la partie à bons de commande, qui s'inscrira dans une limite maximum de 10 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-64 précité, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-659
Reçue en Préfecture le	0 2 DEC. 2015
Affichée le	0 4 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1101329-cc

Fait à Montpellier, le 0 2 DEC. 2015

M. J.-F. AUDRIN

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Valorisation et protection animales Biodiversité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4009DC15 d'assistance technique et financière pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et de la patinoire Végapolis - Lot n°2: Patinoire Végapolis

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « des Sports et des Traditions sportives »,
- **VU** l'avis d'appel public à la concurrence publié le 13 août 2015,
- **VU** le rapport d'analyse des offres établi en date du 6 novembre 2015,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser une étude pour la clôture de la Délégation de Service Public de la patinoire Végapolis et le suivi d'une nouvelle procédure de passation,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°4009DC15 – lot n°2 : assistance technique et financière pour l'exploitation de la patinoire Végapolis est passé avec le groupement de partenaires Finances Locales / IPK Conseil, dont le mandataire est Partenaires Finances Locales, sis 96 boulevard Sébastopol – 75 003 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'assistance technique et financière pour l'exploitation de la patinoire Végapolis.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 14 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 33 200 € H.T. pour la partie forfaitaire, et est estimé à 7 950€ H.T. pour la partie à bons de commande, qui s'insérera dans une limite maximum de 10 000€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-660
Reçue en Préfecture le	04 DEC. 2015
Affichée le	04 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1106346 CC

Fait à Montpellier, le 04 DEC. 2015

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4006EA15 d'extension du réseau eaux usées et création d'un poste de refoulement, rue Gaston Bachelard, sur la commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes, services et travaux qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer des travaux d'extension du réseau des eaux usées et la création d'un poste de refoulement rue Gaston Bachelard à Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4006EA15 de travaux est passé avec l'entreprise SOLATRAG sise à AGDE (34302).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des travaux d'extension du réseau des eaux usées et la création d'un poste de refoulement rue Gaston Bachelard à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le délai d'exécution des travaux est de trois mois dont un mois de préparation à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 4 : Le montant estimatif du marché s'élève à 94 251 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-663
Reçue en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affichée le	01 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc1106390-AU

Fait à Montpellier, le

01 DEC. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3952MG15 d'assistance technique
pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, contentieux et affaires juridiques»,

CONSIDÉRANT d'après le rapport d'analyse des offres que la société LM INGENIERIE présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché à bons de commande n°3952MG15 d'assistance technique pour la sûreté des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec l'entreprise LM Ingénierie, sise à Clapiers.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des éléments de mission d'assistance technique relative à la sûreté des équipements, notamment :

- management de la sûreté / luttas contre la malveillance et la prévention des menaces,
- sûreté passive,
- sûreté électronique,
- réseaux de communications,
- rédaction des pièces techniques et financières de marchés de prestations de services relatives à la sûreté et l'assistance à la définition des critères de sélection des candidatures et offres.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois, par périodes successives d'un an, soit 4 ans maximum au total.

ARTICLE 4 : Le montant maximum du marché s'élève à 45 000 € H.T/an. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-664
Reçue en Préfecture le	09 DEC. 2015
Affichée le	09 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1106411-AV

Fait à Montpellier, le

09 DEC. 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte ne fait l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché n°4073GD15 de fourniture et livraison d'un éco point mobile pour la collecte des déchets

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il apparaît nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole se dote d'un éco-point mobile pour la collecte des déchets,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4073GD15 de fourniture est conclu avec la société SEPR Environnement, sise rue des comtes du Forez, 42720 LA BENISSONS DIEU.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture et la livraison d'un éco-point mobile pour la collecte des déchets.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de lancement des prestations. Sa durée est de huit semaines.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 41 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article n°A2015-14 du 21 janvier 2015 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-666
Reçue en Préfecture le	03/12/2015
Affichée le	04/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 200642

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché 3568DC14 - Diagnostic accessibilité
handicapés du Corum, Zénith et Château de Castries**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics notamment son article 20,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** le marché n°3568DC14 concernant le diagnostic accessibilité handicapés du Corum, Zénith et Château de Castries
- **VU** la cession, avec effet au 24/11/2014 du marché 3568DC14 à la société PREVENTION CONSULTANTS immatriculée sous le n°418.935.862 RCS VERSAILLES' dans le cadre de la dissolution avec transmission universelle du patrimoine de la société CRYSAlyDE à la société PREVENTION CONSULTANTS devenue CITAE après procédure de changement de nom le 10/12/2014

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3568DC14 doit être passé en vue du transfert à la société CITAE des prestations exercées jusqu'alors par CRYSAlyDE.

ARTICLE 2 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-667
Reçue en Préfecture le	1 5 DEC. 2015
Affichée le	1 5 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1106574 AU

Fait à Montpellier, le

1 5 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa **responsabilité** le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché pour un contrat de prestations de services avec la Compagnie Commun-Instant

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de proposer aux élèves des classes de danse classique du Conservatoire à Rayonnement Régional des collaborations avec des artistes chorégraphiques reconnus et de grande qualité, témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations de services est passé avec la Compagnie Commun-Instant sise 144, Allée de Beauport – 84270 Vedène.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la résidence artistique et l'intervention du chorégraphe Jean-Pierre Aviotte auprès des élèves de danse classique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, pour un travail de création chorégraphique dont la restitution est programmée le 16 avril 2016 à 15h et 19h à l'Opéra Comédie de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à la date de sa notification et se terminera à l'issue des représentations du 16 avril 2016.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 5 250 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-669
Reçue en Préfecture le	16 DEC. 2015
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime1106687 cc

Fait à Montpellier, le 16 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4070RI15 d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour un outil de gestion électronique des documents - ALFRESCO 4.2

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 28 et 77,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** le logiciel ALFRESCO déployé depuis 2011 comme socle technique de la démarche de gestion électronique de documents de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 30 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité de bénéficier d'un accompagnement fonctionnel et technique pour les besoins de ce projet,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4070RI15 d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour un outil de gestion électronique des documents (ALFRESCO 4.2), est conclu avec la société AMOAE, 12 impasse du Malrigou, 31140 MONTBERON.

ARTICLE 2 : Le présent marché concerne les prestations suivantes :

- Suivi et mise à jour de la feuille de route du projet M@GED au regard des besoins de la Montpellier Méditerranée Métropole et de leurs évolutions.
- Animation de réunion de suivi de projet et participation au comité de pilotage du projet.
- Études d'impact et de faisabilité organisationnelles et techniques en réponse à ces besoins.
- Participation à la rédaction de spécifications fonctionnelles et techniques des projets.

- Animation de la relation avec les éditeurs des progiciels métiers et/ou les prestataires d'intégration impliqués.
- Suivi de la qualité des développements et des livrables (codes et documentation), garant de la réversibilité.
- Veille permanente sur l'actualité du produit Alfresco et ses évolutions.
- Alerte et conseil sur les montées de version du produit et mise en œuvre techniques de ces mises à jour.
- Petits développements et paramétrages sur Alfresco 4.2.
- Monitoring et maintenance de la plateforme technique en relation avec le Service exploitation de Montpellier Méditerranée Métropole et le service support client d'Alfresco.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée de deux ans à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

ARTICLE 4 : Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de cinq mille euros H.T. (5 000 € H.T.) et un maximum de quatre-vingt mille euros H.T. (80 000 H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-670
Reçue en Préfecture le	17/12/2015
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1106690_AU

Fait à Montpellier, le 16/12/15

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la clôture de la régie de recettes de l'Opéra Comédie

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs dans sa version consolidée.
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2006-596, en date du 7 novembre 2006 portant création d'une régie de recettes auprès de l'Opéra Comédie,
- VU l'avis conforme du 16 novembre 2015, du comptable assignataire.
- **CONSIDERANT** que la régie n'a plus d'activité, et que la convention d'utilisation et d'occupation du domaine public signée par la collectivité et l'association Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc-Roussillon est confirmée, l'encaissement des locations se fera désormais par mandat administratif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes de l'Opéra Comédie est clôturée au 1^{er} décembre 2015.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-671
Reçue en Préfecture le	0 8 DEC. 2015
Affichée le	0 8 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1106775-AU

Fait à Montpellier, le 0 8 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de partenariat pédagogique et artistique
entre le Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) de Montpellier
Méditerranée Métropole et le théâtre du Chai du Terral à Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'offrir aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) de Montpellier Méditerranée Métropole un enseignement d'excellence en leur permettant notamment d'accéder aux savoir-faire des professionnels reconnus des structures artistiques locales de références,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est passée avec le théâtre du Chai du Terral, à Saint Jean de Védas, pour la mise en place d'un partenariat artistique et pédagogique avec le C.R.R.

ARTICLE 2 : Le théâtre du Chai du Terral mettra, à disposition du C.R.R., des salles aux dates suivantes : samedi 16 janvier, samedi 6 février et mercredi 10 février 2016, à 18h00, pour la réalisation de « laboratoires scéniques et de « classes en scène »,

ARTICLE 4 : Le théâtre du Chai du Terral met ces salles à disposition du C.R.R. à titre gracieux,

ARTICLE 5 : Monsieur, Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-678
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2016
Affichée le	15 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1106888-cc

Fait à Montpellier, le 15 JAN. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché n°4113GD15 de chargement, transport et dépotage de terre végétale depuis la commune de Baillargues

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'exécuter des prestations de chargement, transport et dépotage de terre végétale depuis la commune de Baillargues vers le site de l'ISDND de Castries,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4113GD15 de services est passé avec la société BUESA sise, CS 20684, 6 rue René GOMEZ, 34535 BEZIERS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des prestations de chargement, transport et dépotage de terre végétale depuis la commune de Baillargues vers le site de l'ISDND de Castries.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 1 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 25 260,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article n°A2015-14 du 21 janvier 2015 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-679
Reçue en Préfecture le	03 - 12 - 2015
Affichée le	04 - 12 - 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC2015679

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché n°4100GD15 de travaux de gros entretien renouvellement du centre de tri des recyclables secs

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes, services et travaux qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de gros entretien renouvellement du centre de tri des déchets recyclables secs DEMETER,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4100GD15 de travaux est conclu avec la société TECHNIMAIN sise 18 avenue de la Bordelaise 34110 FRONTIGNAN pour le lot 1, et avec la société COMDEC PAAL sise 9 rue Gustave EIFFEL ZA 21540 SOMBERNON pour le lot 2.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des travaux de gros entretien renouvellement du centre de tri des recyclables secs DEMETER .

ARTICLE 3 : Les deux lots de ce marché prennent effet à compter des ordres de service de démarrage des prestations. La durée d'exécution du lot 1 est de 5 semaines et celle du lot 2 de 6 semaines.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 23 500,00 € H.T pour le lot 1 et 12 950,00 € HT pour le lot 2. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés conformément à l'arrêté portant délégation de fonction n°A2015-14 du 21 janvier 2015.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-680
Reçue en Préfecture le	03/12/2015
Affichée le	04/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1107075

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Avenant 1 au marché 3017 Visites techniques approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 portant délégation de fonction à Madame GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,
- VU le marché 3017 de visites techniques approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez conclu avec l'entreprise SAFEGE ENVIRONNEMENT sise 650 rue Henri Becquerel – Bruyère 2000 bât 1 – CS 75542 – 34 961 MONTPELLIER Cedex 2,

CONSIDÉRANT la nécessité de prestations supplémentaires pour faire suite aux demandes des services de l'Etat d'une part, et d'autre part suite aux inondations,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3017 de visites techniques approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez est passé avec l'entreprise SAFEGE ENVIRONNEMENT sise 650 rue Henri Becquerel – Bruyère 2000 bât 1 – CS 75542 – 34 961 MONTPELLIER Cedex 2

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des prestations supplémentaires pour répondre d'une part aux demandes de l'Etat concernant le déversoir du Gramenet. D'autre part, suite aux inondations de fin 2014, des visites ont dû être refaites.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 2 819,00 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 43 319,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, article 61521.

ARTICLE 5 : Madame GALABRUN-BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-4 portant délégation de fonction à Madame

GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques ».

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-683
Reçue en Préfecture le	0 7 JAN. 2016
Affichée le	0 7 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imello 7060-AU

Fait à Montpellier, le

0 6 JAN. 2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché n°3901GD15
pour le traitement par unité mobile des lixiviats de l'Installation
de Stockage des Déchets Ménagers non dangereux de CASTRIES**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de conclure un avenant suite aux importants épisodes pluvieux successifs enregistrés depuis l'été 2015 qui conduisent à devoir modifier les quantités de lixiviats à traiter initialement prévues au marché afin de préserver les capacités de rétention du bassin tampon.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3901GD15 de services est conclu avec la société OVIVE SUDEST, ZA Via Domitia, 40 rue des Gardians, Bat Veas Minerve B9, 34160 CASTRIES.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des prestations complémentaires de traitement des lixiviats par unité mobile de l'Installation de Stockage des Déchets Ménagers non dangereux de CASTRIES suite aux importants épisodes pluvieux successifs enregistrés depuis l'été 2015..

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 34 353,69 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 89 088,69 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-686
Reçue en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affichée le	01 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1107173-AU

Fait à Montpellier, le **01 DEC. 2015**

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux visites Techniques Approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'établir un suivi régulier à travers des Visites Techniques Approfondies (VTA) d'environ 22 km de digues classées par arrêté préfectoral, comme ouvrage de danger, en classe B, C ou D, afin de lutter contre les inondations,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 28 août 2015 et l'analyse des offres afférentes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4035EA15 de Visites techniques approfondies des ouvrages de protection contre les inondations de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec la société ARTELIA Eau & Environnement sise Parc Technologique du Canal – 16 av.de l'Europe – Immeuble Octopussy – 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de prestations intellectuelles et consiste à suivre régulièrement à travers des Visites Techniques Approfondies d'environ 22 km de digues classées comme ouvrage de danger.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d' un (1) an et est reconductible 2 fois par période d'un (1) an.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable deux fois pour un montant maximum de 25 000 € HT par période de reconduction soit un maximum pour la durée totale du marché de 75 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-687
Reçue en Préfecture le	0 7 JAN. 2016
Affichée le	0 7 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ince1107179-AU

Fait à Montpellier, le

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et des milieux aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3599UH14 concernant la conception d'une
maquette 3D "Grand territoire" temps réels et évolutive au service
l'aménagement du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à, Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine «Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat »,

CONSIDÉRANT la nécessité de disposer d'un outil de navigation 3D évolutif et personnalisable pouvant être utilisé au service de l'aménagement du territoire à la demande des services et à l'occasion de divers événements

CONSIDERANT la procédure de mise en concurrence et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3599UH14 de prestations intellectuelles est passé avec IGO SAS dont le siège social est au 442 rue Georges Besse, Espace Innovation3 à Nîmes.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la conception et la mise en œuvre d'une maquette 3D « Grand territoire » évolutive et personnalisable au service de l'aménagement du territoire métropolitain.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 36 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 53 438,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-689
Reçue en Préfecture le	24 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC MOA 197

Fait à Montpellier, le

Mme S. JANNIN

23 DEC. 2015
Pour le Président
Par délégation

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la création de la régie de recettes & d'avances
de l'aire de stationnement des gens du voyage de Bionne**

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,

- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,

- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

- **VU** l'avis conforme du 23 novembre 2015, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, l'accueil des gens du voyage sur l'aire de Bionne.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2016, il est institué une régie de recettes et d'avances pour l'aire d'accueil des gens du voyage (aire de Bionne), auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les recettes suivantes :

- droits d'emplacement sur l'aire,
- cautions de 40 €.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par cartes bancaires,
- par chèques,
- par virements.

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de tickets, factures, ou cartes d'emplacement.

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 000 €.

ARTICLE 7 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 8 : Le montant maximum des avances consenties est fixé à 500 €.

ARTICLE 9 : Les dépenses autorisées sont les suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages).
- remboursement des cautions.

ARTICLE 10 : Les dépenses désignées à l'article 9 sont payées selon les modes de paiement suivants :

- en numéraire,
- par chèques bancaires.

ARTICLE 11 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 12 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 13 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 14 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-690
Reçue en Préfecture le	0 8 DEC. 2015
Affichée le	0 8 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc1107211-AV

Fait à Montpellier, le 0 8 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale : "La récréation du monde"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *La récréation du monde* » diffusé à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie *Art Mixte* et le Théâtre Jérôme Savary de la ville de Villeneuve-lès-Maguelone, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1 200€ T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-691
Reçue en Préfecture le	1 6 DEC. 2015
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc167219-AU

Fait à Montpellier, le 1 6 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3976UH15 concernant une assistance à l'établissement d'une feuille de route de mise en œuvre du schéma départemental des gens du voyage

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes, de services et de travaux qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-1 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine « Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'établir un état des lieux sur la prise de compétence des gens du voyage sur le territoire métropolitain et d'établir une feuille de route de mise en œuvre du schéma départemental définissant les obligations à remplir en matière d'aires d'accueil des gens du voyage,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3976UH15 de prestations intellectuelles est passé avec Cisame dont le siège social se situe 12 Grand rue Nazareth à Toulouse.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'établissement d'une feuille de route de mise en œuvre du schéma départemental des gens du voyage.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 semaines.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 25 920 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Catherine DARDE Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-1 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-693
Reçue en Préfecture le	21/12/2015
Affichée le	21/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC1107227

Fait à Montpellier, le

17/12/2015

Mme C. DARDE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire
entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Juvignac
concernant un local situé 4 rue des Magnanarelles, 34990 Juvignac**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des transferts de la compétence voirie entre la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire d'établir une convention d'occupation temporaire de locaux,
- **CONSIDERANT** que la Commune de Juvignac dispose de locaux libres pour l'installation du responsable du pôle Voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'autorisation précaire d'occupation du domaine public est conclue entre la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le local concerné est à usage de bureaux, d'une surface de 41 m², propriété de la Commune de Juvignac, et est situé 4 rue des Magnanarelles, 34990 à Juvignac.

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de sa signature et pourra être prolongée une fois pour la même durée par reconduction expresse.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance annuelle est de 5330 euros HT et hors charges, payables semestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-694
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	IRC1107231

Fait à Montpellier, le

22 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion
théâtrale pour le spectacle : "Espanhol d'aquí"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *Espanhol d'aquí* » du 5 au 8 décembre 2015 au théâtre de la Vista.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec La Rampe Tio et le Théâtre de la Vista diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 4 800 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-695
Reçue en Préfecture le	06 JAN. 2016
Affichée le	06 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1207226AU

Fait à Montpellier, le

05 JAN. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion
théâtrale pour le spectacle « Cœur d'encre »**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de **prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée** telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Cœur d'encre » du 13 au 16 décembre 2015 à l'ESAT la Bulle Bleue.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec La Compagnie Hélice Théâtre et l'ESAT la Bulle Bleue diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 2 212 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-696
Reçue en Préfecture le	29 DEC. 2015
Affichée le	29 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1107280-AU

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER

29 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la création de la régie de recettes du parking du Nouvel Hôtel de Ville

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'avis conforme du 24 novembre 2015, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, l'attribution par marché au prestataire EFFIA Stationnement de l'exploitation du parking du Nouvel Hôtel de Ville. Il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des produits d'exploitation dudit parking.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2016, il est institué une régie de recettes prolongée pour le parking du Nouvel Hôtel de Ville, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située dans les locaux d'EFFIA Stationnement, 595, avenue des Etats du Languedoc à Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les recettes suivantes :

- droits de stationnement dans le parking,
- cartes d'abonnement.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire,
- par chèque,
- par virement (bancaire, mandat administratif),
- prélèvement automatique.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de reçu magnétique issus de la caisse automatique, factures ou cartes d'abonnement.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 2 600 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 400 000 €.

ARTICLE 9 : Dans le cadre de la régie prolongée, la date limite d'encaissement des recettes par le régisseur, est fixée à trois mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-697
Reçue en Préfecture le	0 8 DEC. 2015
Affichée le	0 8 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Sinc 1107240-AV

Fait à Montpellier, le 0 8 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit louée ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de « l'Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux permettant d'accueillir à la fois ses agents mais aussi d'entreposer ses matériels et équipements,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux libres situés au 391 rue de la Fontfroide à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole concluent une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

ARTICLE 2 : Les locaux objets de la convention sont situés au 391 rue de la Fontfroide à Montpellier. Ils se composent de :

- Un rez-de-chaussée à usage de hall d'entrée dans un immeuble rénové. Surface : 48 m²
- Un 1^{er} étage composé de bureaux et d'une salle de réunion dans un immeuble rénové. Surface : 601 m²
- Un rez-de-chaussée composé d'ateliers dans un immeuble rénové. Surface : 84 m²
- Un bâtiment de type module bois à usage de vestiaire, salle de convivialité et bureaux. Surface : 205,80 m²
- Un bâtiment à usage de magasin et ateliers. Surface : 252,50 m²
- Un bâtiment module bois à usage de bureaux. Surface : 50,80 m²
- Parkings extérieurs : 73 places réservées Régie.
- Espaces de stockage extérieur : 250 m²

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une période qui prendra effet à compter d° sa signature jusqu'au 14 décembre 2027.

ARTICLE 4 : A compter de cette date, la Régie des Eaux occupera partiellement le site, la redevance mensuelle sera de 9 307,50 euros TTC hors charges. A partir du 1er juin 2016, la Régie des Eaux occupera tous les locaux prévus dans la convention, la redevance mensuelle sera de 13 866,84 euros TTC hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-699
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 11071248

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la création de la régie de recettes du parking Jacques Cœur

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'avis conforme du 24 novembre 2015, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, l'attribution par marché au prestataire TaM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) de l'exploitation du parking Jacques Cœur. Il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des produits d'exploitation dudit parking.

DECIDE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2016, il est institué une régie de recettes pour le parking Jacques Cœur, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située dans les locaux de la TaM, 125 rue Léon Trotsky – 34075 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits d'exploitation du parking.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire (caisse automatique).

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de reçu magnétique issus de la caisse automatique.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 600 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 7 500 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-700
Reçue en Préfecture le	08 DEC. 2015
Affichée le	08 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1107283 AV

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4098DC15 - Assistance à
Maitrise d'Ouvrage - Travaux d'étanchéité du Corum**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) des travaux d'étanchéité du Corum,

CONSIDÉRANT l'analyse des offres effectuée à la suite de la mise en ligne d'un avis d'appel public à la concurrence,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4098DC15 de prestations intellectuelles est passé avec INGENCO, sis 3 av. C. Cors à Jacou.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) pour les travaux d'étanchéité du Corum.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 22 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 88 800 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-701
Reçue en Préfecture le	1 5 DEC. 2015
Affichée le	1 5 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc/167300-AU

Fait à Montpellier, le

1 5 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4072DC15 - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour diagnostic de l'existant, étude de programmation générale et étude de faisabilité d'une nouvelle médiathèque, puis programmation détaillée, et assistance lors des études de maîtrise d'œuvre

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de conclure un marché pour la Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour diagnostic de l'existant, étude de programmation générale et étude de faisabilité d'une nouvelle médiathèque, puis programmation détaillée, et assistance lors des études de maîtrise d'œuvre,

CONSIDÉRANT la procédure de mise en concurrence suivie à la suite de la mise en ligne d'un avis d'appel public à la concurrence,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4072DC15 de prestations intellectuelles est passé avec ABCD, 6 boulevard de Strasbourg à PARIS 10°.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour diagnostic de l'existant, étude de programmation générale et étude de faisabilité d'une nouvelle médiathèque, puis programmation détaillée, et assistance lors des études de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 9 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 59 925 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-702
Reçue en Préfecture le	1 5 DEC. 2015
Affichée le	1 5 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 110303 AV

Fait à Montpellier, le 1 5 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la création de la régie de
recettes du parking Vicarello de Castelnau-le-Lez**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'avis conforme du 25 novembre 2015, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, l'attribution par marché au prestataire TaM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) des droits de stationnement (parking Vicarello) à Castelnau-le-Lez. Il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement de ces produits d'exploitation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2016, il est institué une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Vicarello) situé sur la Commune de Castelnau-le-Lez, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située dans les locaux de la TaM, 125 rue Léon Trotsky – 34075 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les droits de stationnement.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de tickets.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 1 000,00 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 600,00 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-703
Reçue en Préfecture le	17/12/15
Affichée le	17/12/15
Notifiée le	
Identifiant	IMC 1107310

Fait à Montpellier, le

15 Décembre 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4122MG15 - Médiathèque
Jean-Jacques Rousseau - Remplacement du groupe froid**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ,
- VU l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction à Madame Michelle CASSAR dans le domaine « Energie et transition énergétique»,

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à la dépose et au remplacement du groupe froid de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau, avec récupération du fluide frigorigène suivant une filière agréée et la mise en place d'un nouveau groupe froid disposant d'un fluide frigorigène autorisé,

CONSIDERANT l'analyse des offres effectuée suite à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence en date du 21/10/2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4122MG15 Médiathèque Jean-Jacques Rousseau remplacement du groupe froid est passé avec la société Climat Energie, sise Domaine de Vacarose, route de Marseillan, 34 300 Agde.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la dépose et le remplacement du groupe froid de la Médiathèque Jean Jacques Rousseau, sise 230 avenue du Biterrois, 34080 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 25 275 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-704
Reçue en Préfecture le	31 DEC. 2015
Affichée le	31 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1107432-AU

Fait à Montpellier, le

Mme M. CASSAR

31 DEC. 2015
Pour le Président
Par délégation

Calvin d'Arpe

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée
l'Energie et transition énergétique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant N°1 au marché 3996DE15
- Organisation du Montpellier In Game 2015**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,

CONSIDÉRANT l'importance du développement de l'événement professionnel Montpellier In Game, organisé par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le développement du secteur local du jeu vidéo et de la création numérique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3996DE15 de Fournitures et de Services est passé avec la société IsThisArt.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des prestations renforcées d'accueil et de filtrage des inscrits pour l'organisation des événements professionnels et étudiants du Montpellier in Game 2015.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 850 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 44 300 € H.T, soit 53 160 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-705
Reçue en Préfecture le	14.01.2016
Affichée le	14.01.2016
Notifiée le	
Identifiant	INC 1107436

Fait à Montpellier, le 14.01.2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4066MG15 "Dépose et remplacement de la chaudière et du ballon de production d'eau chaude sanitaire et réfection des circuits de distribution de la Piscine Christine Caron - Castelnau-le-Lez"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction à Madame Michelle CASSAR dans le domaine « Energie et transition énergétique»,

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à la réfection complète de la chaufferie de la piscine Christine Caron à Castelnau le lez, comprenant le remplacement de la chaudière existante, du ballon de production d'eau chaude et la réfection des circuits de distribution,

CONSIDÉRANT l'analyse des offres effectuée suite à la publication de l'avis d'appel d'offre à la concurrence en date du 07/10/2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4066MG15 Dépose et remplacement de la chaudière et du ballon de production d'eau chaude sanitaire et réfection des circuits de distribution de la piscine Christine Caron - Castelnau le lez est passé avec la société Hervé Thermique, sise Ecoparc, 25 rue de la Garriguette, 34 130 Saint Aunés.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réfection complète de la chaufferie de la piscine Christine Caron sise avenue du 8 mai 1945, 34 170 Castelnau le lez. La réfection comprend le remplacement de la chaudière à gaz existante, du ballon ECS de 300L et des réseaux acier de distribution.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 46 469,44 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-707
Reçue en Préfecture le	3 1 DEC. 2015
Affichée le	3 1 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1107466_AU

Fait à Montpellier, le

Mme M. CASSAR

3 1 DEC. 2015
Pour le Président
Par délégation

Cassaro

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée
l'Energie et transition énergétique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Allègre Philippe - Requête n°15MA04344"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°15MA04344 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 17 novembre 2015 par Monsieur Philippe ALLEGRE et Monsieur Thibault ALLEGRE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1305860 du 1er octobre 2015 rejetant leur demande d'annulation de la délibération du 7 octobre 2013 du Conseil Municipal de Grabels portant approbation de la révision générale du plan d'occupation des sols (POS) valant élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de Grabels.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-709
Reçue en Préfecture le	04/12/2015
Affichée le	04/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1107468

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut donner lieu à un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'estimer en justice "PLU Montpellier - Cassation"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour de Cassation contre l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°14MA00529 du 9 octobre 2015 décidant :

- d'annuler la décision du 23 novembre 2011 par laquelle le Maire de Montpellier a rejeté la demande des requérants tendant à l'abrogation du 1er paragraphe de l'article 2 du règlement de la zone 4 AU5 du plan local d'urbanisme (PLU) de Montpellier,
- d'enjoindre à la commune de Montpellier d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil municipal le projet de modification du plan local d'urbanisme tendant à la modification des dispositions de son article 2 du règlement de la zone 4 AU5 en tant qu'elles portent sur les modalités d'urbanisation au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « GARREAU, BAUER-VIOLAS, FESCHOTTE-DESBOIS.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-710
Reçue en Préfecture le	04/12/2015
Affichée le	04/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1107511

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2015.

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°3656bisUH15 "Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision des cartes stratégiques de bruit et du plan de prévention du bruit dans l'environnement de Montpellier Méditerranée Métropole"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame S. JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes, de services et de travaux qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame S. JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour la mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision des cartes stratégiques de bruit et du plan de prévention du bruit dans l'environnement de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société IMPEDANCE sis à 91400 Gometz la Ville.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision des cartes stratégiques de bruit et du plan de prévention du bruit dans l'environnement de l'agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : La durée du marché est de 17 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 72 395 € HT pour la part global et forfaitaire et pour un montant maximum de 10 000 € HT pour les prestations complémentaires.

ARTICLE 5 : Madame S. JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-711
Reçue en Préfecture le	28 DEC. 2015
Affichée le	28 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc1107490AU

Fait à Montpellier, le

28/12/2015

Mme S. JANNIN

Pour le Président
Par délégation

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Signature



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte ne fait pas l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4139DS15 de fournitures de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « **Montpellier Méditerranée Métropole** » par transformation de la Communauté d'Agglomération de **Montpellier**,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- **VU** le rapport d'analyse de l'offre unique du 30 novembre 2015,

CONSIDÉRANT d'une part, la nécessité d'avoir recours à une entreprise qualifiée dans la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole et d'autre part, que la société TOUCHAT sise Route de Baillargues – BP n°4 – 34131 MAUGUIO cedex, propose des prestations correspondant aux exigences souhaitées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations de service à bons de commande n°4139DS15 est passé avec la société TOUCHAT.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée du marché est d'un an et prend effet à compter de sa notification. Ce marché est reconductible de manière tacite par la personne publique et ce par période d'un an, sauf renonciation du titulaire.

ARTICLE 4 : Le montant prévisionnel annuel de ce marché à bons de commande s'élève à 29 999,00 € H.T. maximum (35 998,80 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Le montant prévisionnel annuel de ce marché à bons de commande s'élève à 29 999.00 € H.T. maximum (35 998.80 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-714
Reçue en Préfecture le	06 JAN. 2016
Affichée le	06 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1107583-AU

Fait à Montpellier, le 05 JAN. 2016

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion du marché 4042DE15
pour l'action de formation CAP INVESTISSEURS 2016**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes, services et travaux qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de lancer une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des marchés publics publiée le 20 août 2015 pour l'action de formation Cap INVESTISSEURS,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Investisseurs avec la société ABSO CONSEIL, immeuble Blue d'Oc, Parc Eureka, 120 rue de Thor, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé par le BIC Cap Alpha – Cap Oméga pour l'année 2016 aux entreprises accompagnées.

ARTICLE 3 : Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de dix mois.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation d'élève à dix neuf mille neuf cent soixante treize euros H.T. (19 973€ HT) soit vingt trois mille neuf cent soixante sept euros et soixante centimes T.T.C. (23 967,60€ TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole de Montpellier, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-715
Reçue en Préfecture le	06 JAN. 2016
Affichée le	06 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ince1107599-cc

Fait à Montpellier, le

05 JAN. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat d'emprunt entre La
Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **VU** l'offre de financement et les conditions générales version CG-LBP-2015-05 y attachées proposées par La Banque Postale,
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat d'emprunt est conclu avec La Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres 75275 Paris cedex 06.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 60 000 000 Euros (Soixante millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 60 000 000 €,
- Durée totale : 21 ans et 1 mois,
- Objet du contrat : financer les investissements

Phase de Mobilisation revolving :

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

- Durée : 1 an, soit du 21-12-15 au 21-12-16,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation,

- Montant minimum de versement : 150 000 Euros,
- Préavis : 2 jours ouvrés Target/Paris,
- Taux d'intérêt annuel : Index EONIA Post-fixé assorti d'une marge de +1,12%,
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'intérêts : mensuelles,
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : autorisé,
- Revolving : oui
- Montant minimum du remboursement : 150 000 Euros.

Tranche obligatoire sur Index EURIBOR préfixé du 21/12/16 au 01/01/2037

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 21-12-2016 par arbitrage automatique

- Montant : 60 000 000 €
 - Durée d'amortissement : 20 ans et 1 mois
 - Taux d'intérêt annuel : à chaque échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : EURIBOR 12 mois assorti d'une marge de 0,75%,
 - Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours,
 - Echéances d'amortissement du capital : annuelles,
 - Mode d'amortissement : constant,
 - Remboursement anticipé : possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive.
- Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation.

La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,15%,

- Préavis : 35 jours calendaires,
- Option de passage à taux fixe : possible le 21/12/2016 ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure sans frais, sous réserve du respect des conditions indiquées dans les conditions générales des contrats de prêt de la Banque Postale,
- Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours,
- Remboursement anticipé : possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû.

Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulées.

Toutefois, à la date de la dernière échéance d'intérêts de la durée d'application du taux fixe, les modalités de remboursement anticipé applicables sont celles définies pour la tranche sur taux indexé.

- Commission d'engagement : 0,10% du montant du contrat de prêt,
- Commission de non utilisation : 0,10%

ARTICLE 4 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-716
Reçue en Préfecture le	0 8 DEC. 2015
Affichée le	0 8 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1107647-AU

Fait à Montpellier, le

0 8 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la mission de Responsable Qualité Externalisée - 4067DE15

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

CONSIDÉRANT la nécessité de lancer une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des marchés publics publiée le 18 août 2015, pour la mission de Responsable Qualité Externalisé au BIC de Montpellier Méditerranée Métropole

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4067DE15 de mission de Responsable Qualité Externalisé est passé avec Sandrine PASSARRIUS, 17 rue du Prado, 34170 Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Le présent marché a pour objet de mettre en place une organisation conforme aux exigences de l'ISO 9001 et d'externaliser la fonction de Responsable Qualité au BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de février 2016 à décembre 2016 puis chaque année de janvier à décembre 2017 et de janvier à décembre 2018 (Le marché pouvant être reconduit par période successive de 12 mois (soit 2 périodes de reconduction)).

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 33 600,00 € HT (trente-trois mille six cents euros HT) Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-717
Reçue en Préfecture le	06 JAN. 2016
Affichée le	06 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc1107747 cc

Fait à Montpellier, le 05 JAN. 2016

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Montpellier - Terrain section DL n° 65

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Costebelle, représenté par son Syndic IMMOBILIER SOULA en la personne de Monsieur Eric CHARLIER, domicilié Avenue Comte de Melgueil à Carnon,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 200m² sur la parcelle cadastrée section DL n° 65, d'une contenance totale de 4 319m², située commune de Montpellier afin de permettre la mise en œuvre des travaux nécessaires au Schéma directeur d'assainissement de la Métropole et plus particulièrement la pose de l'intercepteur Est,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de deux mois à compter du 7 décembre 2015 jusqu'au 9 février 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndic IMMOBILIER SOULA représentant le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Costebelle, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section DL n°65, pour une emprise partielle de 200m² afin d'y réaliser les travaux du Schéma Directeur d'Assainissement .

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de trois mille Euros (3 000 €).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-718
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 107700

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la conclusion d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de développement durable dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°2015-156 du 2 avril 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de développement durable,

CONSIDÉRANT la procédure menée par la SAAM conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse des offres établi par la SAAM le 10 octobre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations intellectuelles est confié à l'entreprise la société INDIGGO, sis 11 rue Mongrand, 13 006 Marseille.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de développement durable, relative au projet de réalisation d'un nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée globale est de 4 ans.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 55 985 € H.T., décomposé comme suit :

Tranche ferme : Définition de la démarche environnementale et rédaction du volet environnemental du programme général : 9 365 € H.T.

Tranche conditionnelle 1 : Volet environnemental du cahier des charges de maîtrise d'œuvre : 3 610 € H.T.

Tranche conditionnelle 2 : Analyse des rendus de maîtrise d'œuvre : 4 925 € H.T.

Tranche conditionnelle 3 : Suivi de la conformité au programme des études de maîtrise d'œuvre jusqu'à la phase DCE : 8 580 € H.T.

Tranche conditionnelle 4 : Analyse des consultations entreprises, suivi de chantier, réception et information des usagers : 29 505 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SAAM, titulaire du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-719
Reçue en Préfecture le	1 5 DEC. 2015
Affichée le	1 5 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1107706AU

Fait à Montpellier, le 1 5 DEC. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4034DC15 de "Refonte du système de supervision vidéo du Musée Fabre à Montpellier"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de services concernant la « Refonte du système de supervision vidéo du Musée Fabre »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4034DC15 de services est passé avec la société Ipérion, Parc d'Activités de la Peyrière, Place de la Méditerranée, 34 430 Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 3 : Le marché comprend un montant forfaitaire de 57 001 € H.T. soit 68 401, 20 € T.T.C. et des prestations ponctuelles limitées par un seuil maximum de 150 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

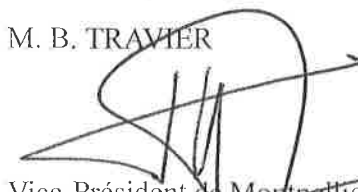
ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-720
Reçue en Préfecture le	2 9 DEC. 2015
Affichée le	2 9 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	<i>Emc MONTMAY</i>

Fait à Montpellier, le **2 9 DEC. 2015**

M. B. TRAVIER



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de contrats d'emprunts conclus avec la Caisse Française de Financement Local suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- **VU** l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** que le régime des transferts de compétences défini aux articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,
- **CONSIDERANT** que l'entité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à l'entité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les contrats d'emprunts réalisés par les communes de Courdonterral, Saint-Drézéry, Montaud et Lavérune sont transférés à la Métropole au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Les contrats concernés sont les suivants :

Commune	Prêteur	n° de contrat	Capital restant dû au

			1er janvier 2016
Cournonterral	CAFIL	MON281721EUR/001	4 041,70
St Drézéry	CAFIL	MON238387EUR/0248154/001/1	249 451
Montaud	CAFIL	MON279447EUR	174 219,72
Lavérune	CAFIL	MIN281890EUR	14 115,70
Lavérune	CAFIL	MON281891EUR	1 894,31
Lavérune	CAFIL	MIN281893EUR	1 430,89

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives aux contrats visés aux articles 1 à 3 conformément à l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-721
Reçue en Préfecture le	12 JAN. 2016
Affichée le	12 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	<i>Inc Mo 7216 AU</i>

Fait à Montpellier, le **12 JAN. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de contrats d'emprunts conclus avec le Crédit Agricole du Languedoc suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** que le régime des transferts de compétences défini aux articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,
- **CONSIDERANT** que l'entité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à l'entité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les contrats d'emprunts ci-dessous réalisés par les communes de Cournonterral, Lavérune, Saussan, Saint Geniès des Mourgues et Saint Jean de Védas seront transférés à la Métropole au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Les contrats concernés sont les suivants :

Commune	Prêteur	n° de contrat	Capital restant dû au 1er janvier 2016
Cournonterral	CRCA	02XD4D019PR	13 920,01
Cournonterral	CRCA	01PWVP6010PR	20 988
Lavérune	CRCA	008VY8011PR	241 689,58
Lavérune	CRCA	02DX26011PR	8 611,50
Lavérune	CRCA	02XD43010PR	5 179,33
Saussan	CRCA	n°01KZJP01PR	130 868,79
St Genies des Mourgues	CRCA	523.666.011	25 960,61
St Jean de Védas	CRCA	976887016	98 907
St Jean de Védas	CRCA	01APL1018PR	268 159,61
St Jean de Védas	CRCA	01APUA018PR	165 940,49
St Jean de Védas	CRCA	01APQV016PR	276 567,41

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives aux contrats visés aux articles 1 à 3 conformément à l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-722
Reçue en Préfecture le	17/12/15
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC M07718-AU

Fait à Montpellier, le

15 Décembre 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de contrats d'emprunts conclus avec la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- VU l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** que le régime des transferts de compétences défini aux articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,
- **CONSIDERANT** que l'entité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à l'entité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les contrats d'emprunts ci-dessous réalisés par les communes de Cournonterral, Lavérune, Saint-Brès et Restinclières seront transférés à la Métropole au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Les contrats concernés sont les suivants :

Commune	Prêteur	n° de contrat	Capital restant dû au 1er janvier 2016
Cournonterral	CELR	A17130AZ	29 278,37
Cournonterral	CELR	A17130B0	53 875
Lavérune	CELR	ARC22572 000	241 285,46
Lavérune	CELR	ARC30619	238 514,41
Lavérune	CELR	A17130B1	14 880,26
St Brès	CELR	8193676/8324137	233 865,39
Restinclières	CELR	ARC30104	14 057,45
Restinclières	CELR	7832684/7827468	21 622
Restinclières	CELR	ALR20055278	19 499,75
Restinclières	CELR	A1708135000	214 826,91
Restinclières	CELR	8321056/8487960	90 035,06
Restinclières	CELR	8474689/4372584	209 143,36

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives aux contrats visés aux articles 1 à 3 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-723
Reçue en Préfecture le	17/12/15
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC M07720-MJ

Fait à Montpellier, le

15 Décembre 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption
urbain - Parcelle IZ n° 162 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 2 novembre 2015, envoyée par Maître Rémi FOURNIER MONTGIEUX, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 5 novembre 2015, concernant la parcelle située sur la Commune de Montpellier, 18 rue Guillaume Pellicier, cadastrée section IZ n°162, d'une contenance de 290m², supportant un immeuble à usage de d'habitation et de commerces, occupé, au prix de un million soixante dix sept mille cinq cents euros (1 077 500€),
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : Immeuble à usage d'habitation et de commerces, occupé, situé sur la commune de Montpellier, 18 rue Guillaume Pellicier, cadastré section IZ n°162.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-724
Reçue en Préfecture le	17/12/15
Affichée le	17/12/15
Notifiée le	
Identifiant	INC 1107770. AU

Fait à Montpellier, le 15 Décembre 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption
urbain - Parcelle IZ n° 95 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du **droit de préemption** urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions **prévues** au 1^{er} **alinéa** de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 3 novembre 2015, envoyée par Maître Laurent PICOLLET, Notaire à Prades lez, reçue en Mairie de Montpellier le 12 novembre 2015, concernant la parcelle située sur la Commune de Montpellier, 8 Rue Général Vincent, cadastrée section IZ n°95, d'une contenance de 54m², supportant un immeuble à usage de d'habitation, libre de toute occupation, au prix de deux cent cinq mille euros (205 000 €) plus une commission d'agence de dix mille euros (10 000 €) H.T à la charge du vendeur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : Immeuble à usage d'habitation, libre de toute occupation, situé sur la commune de Montpellier, 8 rue Général Vincent, cadastré section IZ n°95,

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-725
Reçue en Préfecture le	17 / 12 / 15
Affichée le	17 / 12 / 15
Notifiée le	
Identifiant	INC 1107774-AU

Fait à Montpellier, le 15 Décembre 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des canaux sur la commune de Clapiers

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de lutter contre les inondations du ruisseau des canaux et de protéger le lotissement des Chênes et du collège F. Mitterrand pour des crues de période de retour centennale sur la commune de Clapiers,

CONSIDÉRANT l'Avis d'Appel Public à la Concurrence publié le 03 juillet 2015 et l'analyse des offres afférentes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des canaux sur la commune de Clapiers est passé avec le Cabinet Merlin sis Multiparc du Salaison – Bât 9 – 145 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de maîtrise d'œuvre et comprend des missions AVP, PRO, ACT, VISA, DET et AOR.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 13 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 24 800 € HT. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-726
Reçue en Préfecture le	0 7 JAN. 2016
Affichée le	0 7 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1407785AU

Fait à Montpellier, le

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3979 MG15, refonte
des équipements audiovisuels de la salle Zeus**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame I. GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame I. GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et des Affaires Juridiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour la refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de travaux est passé avec la société Sud Média Système sis à 34670 Baillargues.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus.

ARTICLE 3 : La durée du marché est de 5 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 95 310 € H.T, comprenant la solution de base ainsi que les PSOA 1 et 2.

ARTICLE 5 : Madame I. GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

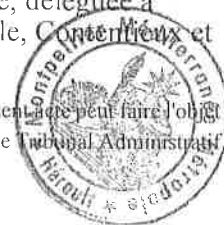
Décision n°	D2015-727
Reçue en Préfecture le	05 JAN. 2016
Affichée le	05 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl107812-AJ

Fait à Montpellier, le

Mme I. GUIRAUD

05 JAN. 2016

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux et
Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- **VU** le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous

Commune	Lieudit	Section	N°	Surface cadastrale	Surface exploitée
Lattes	Figuière	CA	1	22 418	22 418
Lattes	Font de la Banquière	CB	3	19 721	19 721
Lattes	Font de la Banquière	CB	6	10 211	10 211
Lattes	Font de la Banquière	CB	11	24 175	24 175
Lattes	Font de la Banquière	CB	22	13 836	13 836
Lattes	Font de la Banquière	CB	80	51 107	51 107
Lattes	Mas de Portal	CC	4	930	930
Lattes	Mas de Portal	CC	62	86 042	86 042
Lattes	Mas de Portal	CC	64	71 778	71 778
Montpellier		SP	45	13 073	13 073
Montpellier		SP	77	2 910	2 910
Montpellier		SP	79	5 961	5 961
Montpellier		SP	78	4 622	3 922
Montpellier		SP	76	3 424	3 424
Montpellier	La Mogère	SV	46	11 478	11 478
Montpellier		SV	2		648
Montpellier	La Mogère	SV	3	7 967	7 967
Montpellier	La Mogère	SV	44	18 970	18 970
Montpellier		SV	45		1 238

Montpellier	La Mogère	SV	9	1 058	1 058
Montpellier	Pont Trinquat	SH	25	1 589	1 589
Montpellier	Pont Trinquat	SH	27	6 490	6 490
Montpellier	Pont Trinquat	SH	30	7 281	7 281
Montpellier	Pont Trinquat	SH	45	22 081	22 081
Montpellier	Pont Trinquat	SH	48	17 510	17 510
Montpellier	Pont Trinquat	SH	51	5 486	5 486
Montpellier	Pont Trinquat	SH	81	5 275	5 275
Montpellier	Pont Trinquat	SH	83	4 756	4 756
Montpellier	Le Tilleul	SR	6	5 631	5 631
Montpellier	Le Tilleul	SR	7	27 725	27 725
Montpellier	Negue Cats	SO	34p	13 119	13 119
Montpellier	Font de la Banquière	SP	73p	43 596	40 596
Montpellier	Domaine de la Banquière	SS	32	12 158	12 518
Montpellier	Terre de la Banquière	ST	60p	4 371	4 371
Montpellier		ST	76		1 537
Montpellier		ST	58	36 961	36 961
Montpellier	Domaine de la Banquière	SS	19	25 403	25 403
Montpellier	Du Mas de Brousse	SM	6p	37 830	37 830
Montpellier	Font de la Banquière	SP	54	22 089	22 089
Montpellier	Le Tilleul	SR	5	3 722	3 722
Montpellier	Le Tilleul	SR	8	7 077	7 077
Montpellier	Le Tilleul	SR	13	5 279	5 279
Montpellier	Le Tilleul	SR	24	5 786	5 786

Pour une surface totale de **69 ha 06 a 19 ca**,

- **CONSIDERANT** que ces parcelles, acquises dans le cadre de réserves foncières par Montpellier Méditerranée Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,

- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Montpellier et Lattes pour une surface totale de 69 ha 06 a 19 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 1 campagne, du 01/10/2014 jusqu'au 30 octobre 2015.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de douze mille deux cent quatre-vingt-quinze euros (12 295 €).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-728
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC M07233

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4046 RH15 "Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, dans le domaine « Ressources Humaines »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour les prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec l' A.M.E.T.R.A.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une période de 1 an à compter de sa notification ou du 1^{er} janvier 2016 si la notification du marché est antérieure à cette date.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 202 734 € H.T.

ARTICLE 5 : Monsieur Pierre BONNAL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-729
Reçue en Préfecture le	05 JAN. 2016
Affichée le	05 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1107991-AU

Fait à Montpellier, le 05 JAN. 2016

M. P. BONNAL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de services pour le logiciel de gestion de centre de loisirs "e.enfance"

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition du logiciel de gestion de centre de loisirs e.enfance auprès de la société BERGER-LEVRAULT,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier l'hébergement de ce logiciel à la société BERGER-LEVRAULT au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de services de la solution « e.enfance » est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT, 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne l'hébergement du logiciel de gestion de centre de loisirs e.enfance installé à l'Ecolothèque, ainsi qu'une assistance téléphonique aux utilisateurs. Ce logiciel est composé de la gestion de la scolarité, des inscriptions à la restauration, des services périscolaires, des activités culturelles et sportives ainsi que de la facturation en ligne des familles.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat s'élève à quatre mille cent seize euros et dix centimes T.T.C. (4 116,10 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-733
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1108034-AU

Fait à Montpellier, le

Mme C. MARION

04 JAN. 2016

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°7 à la convention
d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2014-17 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la délibération du Conseil n°5559 du 23 décembre 2003 autorisant la signature d'une convention d'occupation à titre gratuit du domaine public avec la SARL Théâtre des Treize Vents, Centre Dramatique National, relative aux locaux du Théâtre de Grammont, pour une durée de 3 ans,
- **VU** l'avenant n°1 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2009,
- **VU** l'avenant n°2 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2012,
- **VU** l'avenant n°3 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2013,
- **VU** l'avenant n°4 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2014,
- **VU** l'avenant n°5 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 30 juin 2015,
- **VU** l'avenant n°6 à la convention susvisée, prolongeant la durée de l'occupation temporaire jusqu'au 31 décembre 2015,

CONSIDERANT la nécessité de reconduire, pour la poursuite de la mission du Centre Dramatique National, cette convention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°7 à la convention susvisée ayant pour objet la prolongation de l'autorisation d'occupation du Théâtre de Grammont pour une période de six mois, jusqu'au 30 juin 2016, est passé avec la SARL Théâtre des 13 Vents.

Page 1 sur 2

ARTICLE 2 : Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Le Vice-président délégué à la Culture est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-734
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108038

Fait à Montpellier le

22 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition de
l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit
entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'opérateur Completel**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle autorisant l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération
- **VU** la délibération n°12665 du 18 décembre 2014 approuvant la tarification appliquée à l'exploitation de l'infrastructure numérique Très Haut Débit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat »,
- **VU** les liaisons optiques mises à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de l'opérateur Completel,
- **CONSIDERANT** la nécessité de définir un cadre contractuel applicable aux liaisons existantes de l'infrastructure numérique Très Haut Débit que Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition à l'opérateur Completel, afin de lui permettre de délivrer ses propres services,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2015-109 est abrogée.

ARTICLE 2 : Une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit est conclue avec l'opérateur Completel, 1 square Bela Bartok, 75015 PARIS.

ARTICLE 3 : Cette convention concerne l'infrastructure numérique Très Haut Débit mise à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole à l'opérateur Completel pour les besoins de développement de son réseau sur tout le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : La présente convention entre en vigueur à compter de la dernière date de signature et court jusqu'au 31 décembre 2016. Elle pourra être renouvelée, à la demande de l'une des parties, par reconduction tacite, par nouvelle période de 1 année, renouvelable quatre fois, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2020. L'actualisation des tronçons mis à disposition de l'opérateur Completel, du prix de cette mise à disposition et toute autre modification souhaitée et acceptée par les parties feront l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 : La redevance est calculée en fonction du mètre linéaire de fibre optique mis à disposition de l'opérateur Completel par Montpellier Méditerranée Métropole au tarif de 2,44 € H.T. du mètre linéaire par an et par paire de fibre optique. La longueur exacte du tronçon mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole à l'opérateur Completel étant de 5 221,22 mètres, le montant de la recette s'élève à douze mille sept cent trente-neuf euros et soixante-dix-huit cents € H.T. (12 739,78 € H.T.). Cette recette est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 6 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-735
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1108319-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°iM2016/0031 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE auprès de la société SAIGA INFORMATIQUE,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier l'assistance, la maintenance et l'hébergement de cette application à la société SAIGA INFORMATIQUE au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°iM2016/0031 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique est conclu avec la société SAIGA INFORMATIQUE, 17 rue Patrick Depailler, 63000 CLERMONT-FERRAND.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE installé au Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à cinq mille huit cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt centimes T.T.C. (5 884,80 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-737
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc168077AV

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°2016-01-01/1 d'assistance et formation
à la prestation pour les progiciels de gestion des ressources humaines,
gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition des progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance fonctionnelle et technique de ces progiciels,
- **CONSIDERANT** que seule la société BERGER-LEVRAULT peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°2016-01-01/1 d'assistance et formation à la prestation est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT, 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat est compris entre un minimum de neuf mille huit cent soixante-dix euros H.T. (9 870 € H.T.) et un maximum de trente-neuf mille quatre cent quatre-vingt euros H.T. (39 480 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-738
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc1108104-AU

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'économie et du développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'un contrat pour
l'action de formation CAP CROISSANCE 2016**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 46 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché, conforme à l'article 28 du Code des marchés publics, avec une entreprise proposant l'action collective « Cap Croissance » annuelle permettant aux jeunes entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga), de se structurer le plus rapidement possible en terme d'équipe, de financements en fonds propres et d'accès au marché, dans les 3 premières années d'activité.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché est conclu avec la société DYNEIS dont le siège social est 180, rue de Galata, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le programme de formation d'actions collectives proposée par le BIC Cap Alpha-Cap Omega pour l'année 2016, l'accompagnement des entreprises accompagnées dans le cadre de l'action de formation Cap Croissance.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 11 mois.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation s'élève à, soixante-deux mille dix euros H.T (62 010,00€ HT) soit soixante-sept mille quatre cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (67 495,50€ TTC), étant précisé que certains sous-traitants ne sont pas soumis à la T.V.A.

La répartition entre le titulaire et les sous-traitants est prévue comme suit :

- dix mille cent trente-six euros et vingt-cinq centimes (10 136,25€ HT), pour DYNEIS 180, rue de Galata, 34000 Montpellier.(non soumis à T.V.A.) à régler directement
- Dix mille cent trente-six euros et vingt-cinq centimes pour OMNYA (10 136,25€ HT), 13 rue du Maréchal Murat, 34170 Castelnau-le-Lez (non soumis à T.V.A.) à régler directement
- dix mille cent trente-six euros et vingt-cinq centimes (10 136,25€ HT) ,soit douze mille cent soixante-trois euros et cinquante centimes euros T.T.C. (12 163,50 € TTC), pour ITG Conseil, 18 rue de la Ville l'Evêque, 75008 Paris, à régler directement
- dix mille cent trente-six euros et vingt-cinq centimes H.T. (10 136,25€ HT), soit douze mille cent soixante-trois euros et cinquante centimes euros T.T.C. (12 163,50€ TTC), pour EVCS, 4 rue Germain Nouveau, 13790 Rousset à régler directement
- sept mille cent cinquante-cinq euros (7 155,00€ HT), pour WEB2, 29 rue des Peupliers, 34830 Clapiers (non soumis à T.V.A.) à régler directement
- Sept mille cent cinquante-cinq euros H.T. (7 155,00€ HT), soit huit mille cinq cent quatre-vingt-six euros T.T.C. (8 586€ TTC) pour DIGICIOUS, 603 avenue du Pont Trinquat, Bat. A, 34070 Montpellier, à régler directement
- Sept mille cent cinquante-cinq euros (7 155,00€ HT), pour Sarah ESTEVE, Rés. Version Rubis, 51 rue Henri le Sidaner, 34000 Montpellier, (non soumis à T.V.A.) à régler directement

La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-739
Reçue en Préfecture le	14.01.2016
Affichée le	14.01.2016
Notifiée le	
Identifiant	INC1108106

Fait à Montpellier, le 14.01.2016

Mme C. MARION

Ch Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4054UH15 pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montaud

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 22 août 2015 concernant le marché 4054UH15 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4054UH15 de prestations intellectuelles est passé avec la société L'AGENCE / ECOTONE, RECHERCHE ET ENVIRONNEMENT, sise 1 Place de la Comédie, 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montaud.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 54 145 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-740
Reçue en Préfecture le	24 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 108 M

Fait à Montpellier, le 23 DEC. 2015
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la création de la régie de recettes du parking des Arceaux à Montpellier

- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'avis conforme du 9 décembre 2015, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, l'attribution par marché au prestataire EFFIA Stationnement de l'exploitation du parking des Arceaux. Il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des produits d'exploitation dudit parking.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2016, il est institué une régie de recettes pour le parking des Arceaux, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située dans les locaux d'EFFIA Stationnement, 595 avenue des Etats du Languedoc à Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits d'exploitation du parking.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire (caisse automatique),
- par chèque,
- par virement (bancaire, mandat administratif),
- prélèvement automatique.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de reçu magnétique issus de la caisse automatique, ou par contrat de prélèvement ou de virement signé par les deux parties.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 2 300 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 400 000 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-741
Reçue en Préfecture le	24 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108120

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de transfert au marché n°3598DS14

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES »,
- **VU** le marché n°3598DS15 concernant le contrôle des centrales de traitement d'air du réseau des piscines de la Métropole,
- **VU** la cession, avec effet au 1^{er} décembre 2015 du marché 3598DS15 par la société POLE AIR à la société EXOCETS immatriculée sous le n° RCS 532 111 432,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3598DS15 doit être passé en vue du transfert à la société EXOCETS des prestations exercées jusqu'alors par la société POLE AIR.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-743
Reçue en Préfecture le	07 JAN. 2016
Affichée le	07 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ince 1108127 AU

Fait à Montpellier, le 07 JAN. 2016

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4082RI15 de fourniture de prestations relatives aux évolutions à venir et au maintien en conditions opérationnelles de l'annuaire fédérateur (WEB SSO) de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** le Système d'Information de Montpellier Méditerranée Métropole en perpétuelle évolution ainsi que les projets structurants et les besoins de développements du parc applicatif actuel identifiés dans le schéma directeur informatique 2016-2020, dont certains projets seront mis en œuvre en 2016,
- **VU** les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 23 octobre 2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4082RI15 d'évolution et maintien en conditions opérationnelles de l'annuaire de fédération des identités et SSO Web est conclu avec la société SAVOIR-FAIRE LINUX, 87 rue de Turbigo, 75003 PARIS.

ARTICLE 2 : Cette prestation a pour objectifs :

- pour la **partie forfaitaire** :
 - . la maintenance **préventive**, concernant les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies, ainsi que les transferts de compétences,
 - . la maintenance **corrective**, concernant les mesures consistant à corriger les anomalies,

- pour la partie à bons de commande :
 - . la maintenance évolutive, concernant les mesures de maintenance visant à faire évoluer ou à adapter la plateforme, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement ou de prendre en compte de nouveaux besoins.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable 1 fois pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant global du marché s'élève à soixante mille cinq cent euros H.T. (60 500 € H.T.), décomposé comme suit :

- la partie forfaitaire s'élève à seize mille euros H.T. (16 000 € H.T.),
- la partie à bons de commande est comprise entre un seuil minimum de vingt mille euros H.T. (20 000 € H.T.) et un maximum de quarante-quatre mille cinq cent euros H.T. (44 500 € H.T.).

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitres 900 et 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-744
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1108132AU

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec la Caisse Française de Financement Local suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n°13242 du 30 septembre 2015 relative à la fixation des attributions de compensation définitives,
- **CONSIDERANT** que la neutralité des transferts de charges de la commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Montpellier sera transféré à la Métropole de Montpellier au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Prêteur	CAFFIL
N° de contrat	MON276392EUR/0295383/001
CRD à transférer	2 200 000€

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes:

- Taux d'intérêt : Taux fixe 4.25%
- Durée résiduelle : 10,92 ans

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-745
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108145

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec Depfa ACS Bank suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **VU** les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n°13242 du 30 septembre 2015 relative à la fixation des attributions de compensation définitives,
- **CONSIDERANT** que la neutralité des transferts de charges de la commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunts,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Montpellier sera transféré à la Métropole de Montpellier au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Prêteur	Depfa ACS Bank
N° de contrat	347769DS
CRD à transférer	6 000 000€

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes:

- Taux d'intérêt : Taux fixe 4.81%
- Durée résiduelle : 11,99 ans

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-746
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108147

Fait à Montpellier, le

22 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec la Société Générale suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « **Montpellier Méditerranée Métropole** » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **VU** les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n°13242 du 30 septembre 2015 relative à la fixation des attributions de compensation définitives,
- **CONSIDERANT** que la neutralité des transferts de charges de la commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Montpellier sera transféré à la Métropole de Montpellier au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Prêteur	Société Générale
N° de contrat	0942/101/001
CRD à transférer	1 350 000€

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes:
Page 1 sur 2

- Taux d'intérêt : Taux fixe 3.75%
- Durée résiduelle : 13,5 ans

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-747
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	IRC 1108150

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu
par la Ville de Montpellier avec le Crédit Foncier de France
suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n°13242 du 30 septembre 2015 relative à la fixation des attributions de compensation définitives,
- **CONSIDERANT** que la neutralité des transferts de charges de la commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Montpellier sera transféré à la Métropole de Montpellier au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Prêteur	Crédit Foncier de France
N° de contrat	00778013992A-Ligne 002
CRD à transférer	6 249 999,97€

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes:

- Taux d'intérêt : Taux fixe 4.42%
- Durée résiduelle : 14,92 ans

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-748
Reçue en Préfecture le	24 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC M08 153

Fait à Montpellier, le

24 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la Ville de Montpellier avec le Crédit Agricole Corporate and Investment Bank suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **VU** les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n°13242 du 30 septembre 2015 relative à la fixation des attributions de compensation définitives,
- **CONSIDERANT** que la neutralité des transferts de charges de la commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Montpellier sera transféré partiellement à la Métropole de Montpellier au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Prêteur	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
N° de contrat	00353923
CRD à transférer	3 818 096.94€

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes:

- Taux d'intérêt : Taux fixe 2.75%
- Durée résiduelle : 18,99 ans

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-749
Reçue en Préfecture le	2 4 DEC. 2015
Affichée le	2 4 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC1108 NSS

Fait à Montpellier, 2 4 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain
sur le territoire de la Commune de Murviel-lès-Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Murviel-lès-Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 février 2008,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Murviel-lès-Montpellier en date du 18 février 2008 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Murviel-lès-Montpellier sur toutes les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-751
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	JRC 408175

22 DEC. 2015

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Création de la régie de recettes de l'aire de
Stationnement du "Prévost" à Villeneuve-lès-Maguelone**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'avis conforme du 9 décembre 2015, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, le transfert de la compétence voirie de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone à Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de créer une régie de recettes pour l'aire de stationnement du « Prévost ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2016, il est institué une régie de recettes pour l'aire de stationnement du « Prévost » à Villeneuve-lès-Maguelone, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située 50, place Zeus à Montpellier

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'accès au site de stationnement du « Prévost » pour les non-résidents,

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- en chèques,
- en cartes bancaires.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de reçu.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 300 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 17 000 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-752
Reçue en Préfecture le	24 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC. 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108182

Fait à Montpellier, le 24 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain
sur le territoire de la Commune de Saint Geniès des Mourgues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Geniès des Mourgues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2014,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Saint Geniès des Mourgues en date du 16 juillet 2014 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Saint Geniès des Mourgues sur toutes les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-753
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	INC M08183

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Identifiant	
-------------	--

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Montaud**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montaud approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 14 juin 2011,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montaud en date du 30 août 2002 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Montaud sur toutes les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-754
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	INC 1108189

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

22 DEC. 2015



Identifiant	
-------------	--

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Restinclières**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Restinclières approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2011,
- **VU** les délibérations du Conseil Municipal de Restinclières en date du 22 janvier 2004 et 30 juin 2011 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Restinclières sur toutes les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-756
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Identifiant	IX 110806
-------------	-----------

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux situés 50 place Zeus à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit louée ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux pour y installer une agence clientèle,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a des locaux disponibles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut une convention d'occupation temporaire du domaine public avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les locaux objets de la convention sont situés rez-de-chaussée d'une immeuble sis 50 place Zeus, 34 961 Montpellier. La surface est de 130 m².

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une période qui prendra effet à compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2027.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance mensuelle est de 1625 € HT et hors-charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-758
Reçue en Préfecture le	11 JAN. 2016
Affichée le	11 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1108280-AU

Fait à Montpellier, le 11 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Sussargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sussargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2013,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Sussargues en date du 24 avril 2014 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Sussargues sur toutes les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-759
Reçue en Préfecture le	17/12/15
Affichée le	17/12/15
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108284-AJ

Fait à Montpellier, le 15 Décembre 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation des droits de préemption
urbain sur le territoire de la Commune de Saint-Drézéry**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Drézéry approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2012
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Saint-Drézéry en date du 21 mai 2012 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones UA et UG du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Saint-Drézéry sur toutes les zones U et AU, et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones UA et UG tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-760
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC M 08282

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "FUENTES TGI Montpellier"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement à l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier reçue le 11 décembre 2015 faisant suite à la requête de la famille de feu Madame Marie-Jeanne FUENTES tendant à obtenir réparation pour préjudice subi suite à l'organisation par la SAEML SFMA de l'ensemble des obsèques de Madame Feue Marie-Jeanne FUENTES.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-762
Reçue en Préfecture le	17/12/2015
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 408302-AJ

Fait à Montpellier, le 15 Décembre 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°201500253 de maintenance du progiciel de gestion des dossiers d'application du droit des sols DROITS DE CITES

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du progiciel de gestion des dossiers d'application du droit des sols DROITS DE CITES auprès de la société OPERIS,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce progiciel à la société OPERIS au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance du progiciel de gestion des dossiers d'application du droit des sols DROITS DE CITES est conclu avec la société OPERIS, 1-3 rue de l'Orme Saint Germain, 91160 CHAMPLAN.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne la maintenance et la télé-assistance du progiciel DROITS DE CITES installé à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, ainsi que l'intégration annuelle des données du cadastre en provenance de la Direction Générale des Impôts.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à dix-neuf mille cent soixante-quatorze euros et cinquante cents T.T.C. (19 174,50 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-765
Reçue en Préfecture le	14.01.2016
Affichée le	14.01.2016
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108318-AJ

Fait à Montpellier, le 14.01.2016

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Clôture des régies de recettes & d'avances des Maisons d'Agglomération

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs dans sa version consolidée.
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n° 2007-538 modifiée, en date du 3 octobre 2007 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération des Beaux-Arts, située : 25, route de Nîmes – Résidence Le Valadon à Montpellier,
- **VU** la décision n° 2003-209 modifiée, en date du 14 août 2003 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Castelnau-le-Lez, située : 345, route de Nîmes – Résidence Les Nymphéas à Castelnau-le-Lez,
- **VU** la décision n° 2003-210 modifiée, en date du 14 août 2003 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Castries, située : 15, avenue de la Cave Coopérative à Castries,
- **VU** la décision n° 2003-206 modifiée, en date du 14 août 2003 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Lattes, située : 1570, avenue des Platanes à Lattes,
- **VU** la décision n° 2006-381 modifiée, en date du 12 juillet 2006 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Montpellier-Lemasson, située : 440, boulevard Pedro de Luna à Montpellier,

- **VU** la décision n° 2006-681 modifiée, en date du 26 décembre 2006 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Montpellier-Mosson, située : 13, place Mimi Azaïs – La Mosson à Montpellier,
- **VU** la décision n° 2003-207 modifiée, en date du 14 août 2003 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Pignan, située : 7, place du 11 novembre à Pignan,
- **VU** la décision n° 2005-434 modifiée, en date du 20 juin 2005 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Prades le Lez, située : 75, route de Mende à Prades-le-Lez,
- **VU** la décision n° 2005-58 modifiée, en date du 31 janvier 2005 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Montpellier-Siège, située : 50, place Zeus à Montpellier,
- **VU** la décision n° 2005-433 modifiée, en date du 20 juin 2005 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'Agglomération de Villeneuve lès Maguelone, située : 2, place des Héros à Villeneuve-lès-Maguelone,
- **VU** l'avis conforme du 14 décembre 2015, du comptable assignataire.
- **CONSIDERANT** la fermeture de ces Maisons d'Agglomération et la création d'un guichet unique, il devient nécessaire de clôturer les régies correspondantes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les régies de recettes et d'avances sus-visées sont clôturées à compter du 15 décembre 2015.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-766
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc110832540

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées sections AE n°15, 16, 17, 18, 19, 20 et 24 , lieu-dit le Thôt et indemnité d'éviction du fermier- Commune de Lattes

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Président(e),
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** l'arrêté n° 2015-4, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine de la prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques,
- **VU** le projet de promesse unilatérale de vente par lequel l'indivision BARUS-BON accepte de céder à la Métropole les parcelles sises, commune de Lattes et cadastrées section AE n°15, 16, 17, 18, 19, 20 et 24 d'une contenance de 115 933 m², pour un montant de 370 986 €, ainsi que le versement d'une indemnité d'éviction du fermier d'un montant de 34 780 €,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 17 décembre 2015
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont acquises par la Métropole dans le cadre du projet de lutte contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une unité foncière constituée de 7 terrains pour une contenance de 115 933 m² auprès de l'indivision BARUS-BON,

ARTICLE 2 : Le coût global de cette acquisition, toutes indemnités confondues s'établit au prix de trois cent soixante-dix mille neuf cent quatre-vingt six euros (370 986 €), plus une indemnité d'éviction du fermier d'un montant de trente quatre mille trois cent quatre vingt euros (34 780 €), les frais d'acte restant à la charge de la Métropole

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : La Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la promesse de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-4, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-768
Reçue en Préfecture le	24 DEC. 2015
Affichée le	
Notifiée le	24 DEC. 2015
Identifiant	INC 1107335

Fait à Montpellier, le 24 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société HASTATIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 5 janvier 2012 passée entre « La Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société HASTATIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 juillet 2012, 18 septembre 2013, 19 décembre 2014 et 26 novembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 décembre 2015 et que la société HASTATIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société HASTATIS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société HASTATIS pour la surface de 30,00 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 436,50 euros conformément au tarif applicable à ce jour (valeur décembre 2015), approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-769
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1108339-AV

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption
Urbain sur le territoire de la Commune de Beaulieu**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Beaulieu approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 19 septembre 2011,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Beaulieu en date du 2 avril 2012 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Beaulieu sur les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-770
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Identifiant	INC M08288
-------------	------------

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption
urbain sur le territoire de la Commune de Clapiers**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Clapiers approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 24 janvier 2013,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Clapiers en date du 4 juin 2013 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Clapiers sur les zones U et AU tel qu' indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-771
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc1108352AU

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SA IKEA DEVELOPPEMENT n°1503614-2"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1503614-2 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SA IKEA Développement tendant à obtenir dégrèvement de la taxe pour enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour les années 2013 et 2014.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-772
Reçue en Préfecture le	17/12/2015
Affichée le	17/12/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108350-AU

Fait à Montpellier, le 15 Décembre 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Installation de la base de vie - parcelle section AW n°247 - Commune de Castelnau-le-lez

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Copropriétaires de la parcelle AW n° 247 représentés par la société FLASH Immobilier, sur la parcelle située sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrée section AW n° 247, d'une contenance totale de 22 078m² et une emprise de 2 300m², pour un montant forfaitaire de 10 000 €,

CONSIDERANT la nécessité pour les entreprises de disposer d'une base de vie au plus proche du chantier, Montpellier Méditerranée Métropole a négocié l'occupation d'une partie du parking du Super U de l'avenue de la Pompignane à Castelnau-le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée allant de la date de signature de ladite convention au 1^{er} avril 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole les Copropriétaires de la parcelle AW 247, représentés par la société FLASH Immobilier, sur la parcelle située sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrée section AW n° 247, d'une contenance totale de 22 078m² et une emprise de 2 300m²,

ARTICLE 3 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de dix mille euros (10 000€).

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15 du 21/01/2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-775
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1608365AN

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donner à bail,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole donne en location à la Ville de Montpellier un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier, servant à accueillir des associations de quartier,
- **CONSIDERANT** que le contrat en cours arrive à échéance et qu'il convient de le renouveler,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de location est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le contrat concerne un local d'environ 70 m² situé au 19 rue Lallemand à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : Le loyer annuel est de 8 406,17 euros hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-776
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 168364-AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cournonsec approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 8 décembre 2003,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Cournonsec en date du 7 juin 2005 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Cournonsec sur les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision,

Décision n°	D2015-777
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Identifiant	IRC 1108371
-------------	-------------

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cournonterral approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mai 2013,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Cournonterral en date du 2 mai 2013 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1^{er} janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Cournonterral sur les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-778
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le **22 DEC. 2015**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Identifiant	INC MOB 374
-------------	-------------

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de location entre Hérault Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant des locaux situés au 88 Allée Georges de Cuevas à Montpellier - Conseil Citoyen

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux pour accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** qu'Hérault Habitat, Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, dispose de locaux libres à la location,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Hérault Habitat, Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location.

ARTICLE 2 : Les lieux loués, d'une surface de 35,90 m², sont situés 88 allée Georges de Cuevas à Montpellier. Ils sont destinés à accueillir un Conseil Citoyen.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2016, renouvelé tacitement pour une durée n'excédant pas douze ans.

ARTICLE 4 : Le loyer mensuel est de 216 euros TTC.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat de location visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-780
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc M08391-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte ne fait pas l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Castelnau-le-Lez approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juin 2007,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez en date du 29 juin 2007 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et 1AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Castelnau-le-Lez sur les zones U tel qu'indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-782
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc168410-AU

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte ne fait pas l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Prades-le-Lez approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 août 2012,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Prades-le-Lez en date du 22 novembre 2012 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Prades-le-Lez sur les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-783
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1608418 AV

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-
Maguelone - Locaux situés 2 place des Héros, Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n° A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration, Contentieux et Affaires juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que la commune de Villeneuve-lès-Maguelone recherche un local afin d'y installer un service dédié à l'enfance,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux disponibles situés 2, Place des Héros à Villeneuve-lès-Maguelone,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Les locaux concernés sont situés 2, Place des Héros, 34750 Villeneuve-lès-Maguelone. La surface est de 97,50 m².

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de sa signature et pourra être prolongée une fois pour la même durée par reconduction expresse.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance annuelle est de 9750 euros HT et hors-charges, payable semestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-784
Reçue en Préfecture le	11 JAN. 2016
Affichée le	11 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1108440 AU

Fait à Montpellier le 11 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation des Droits de Prémption Urbain
sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2013,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 16 juillet 2013 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones UA, UEa, UEa', UEb et AUE du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone sur les zones U et AU, et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones UA tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-785
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dmc 1108439-AU

Fait à Montpellier, le

04 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Garosud pour la parcelle OI 03 (société EOLE) - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone.
- **CONSIDERANT** la demande de permis de construire déposée par la société anonyme à responsabilité limitée à associé unique « EOLE », représentée par Monsieur Christophe ROURE, pour la réalisation d'un programme de bureaux sur la Z.A.C. Garosud à Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la surface de plancher prévisionnelle est de 2 946 m²,
- **CONSIDERANT** que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics est de 80 €/m² de surface de plancher pour les bureaux,
- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (EOLE) et l'aménageur de la Z.A.C. (la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine), préalablement à la délivrance du permis de construire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Garosud est conclue avec le constructeur (la société EOLE) et la SERM en application de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le montant de cette participation est fixé à 80 €/m² de surface de plancher ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un montant total de 235 680 €.

ARTICLE 3 : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-présidente déléguée dans le domaine du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'innovation, à l'international et à l'artisanat », est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-789
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108504-cc

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Monsieur et Madame SOULIER - Juge de l'expropriation"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'Expropriation du département de l'Hérault consécutivement à la saisine par Monsieur et Madame SOULIER pour fixation du montant des indemnités définitives de la parcelle cadastrée section CO n°33 sur la commune de Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-794
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108513

Fait à Montpellier le 22 DEC. 2015
M. Philippe SAUREL
Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Louis SOULIER - Juge de l'expropriation"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault consécutivement à la saisine par Monsieur Louis SOULIER pour fixation du montant des indemnités définitives de la parcelle cadastrée section CO n°34 sur la commune de Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-795
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1108516

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2015
M. Philippe SAUREL
Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "BIANCHETTO - Juge de l'Expropriation"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault consécutivement à la saisine par les Consorts BIANCHETTO pour fixation du montant des indemnités définitives des parcelles cadastrées section CO n°31 et n°32 sur la commune de Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse vallée du Lez.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-796
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	ITC 1108527

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Icemed, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contention et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite participer au développement de la filière santé et médicale,
- **CONSIDERANT** que la société ICEMED qui a pour activité le développement et la commercialisation d'appareils médicaux, a besoin d'un local pour poursuivre ses activités,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS ICEMED dont le siège social est situé Le Minos, 55 impasse Mac Gaffey 34070 Montpellier .

ARTICLE 2 : Le contrat porte sur un local d'une superficie de 52 m², propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, et situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire, sur la parcelle RX 0032 à Montpellier (34070).

ARTICLE 3 : Le contrat de location est conclu pour une durée d'un an à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer annuel HT de 4 384,33 euros, soit 5261,20 euros TTC, payable trimestriellement et d'avance le 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre. Un provision annuelle pour charges de 1250 euros HT sera versée dans les mêmes conditions que le loyer.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-797
Reçue en Préfecture le	11 JAN. 2016
Affichée le	11 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 108532-AJ

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

11 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision portant abrogation de la décision D2015-759 relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la Commune de Sussargues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sussargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2013,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Sussargues en date du 24 avril 2014 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la décision D 2015-759 du 17 décembre 2015,

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision D2015-759 du 17 décembre 2015 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, à compter du 1er janvier 2016, le droit de préemption urbain à la Commune de Sussargues sur toutes les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-799
Reçue en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affichée le	24 DEC 2015
Notifiée le	
Identifiant	INC M08565

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une ouverture de crédit de Trésorerie conclue
entre la Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale, dont le siège social est situé à 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 25 000 000 Euros (vingt-cinq millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Montant : 25 000 000 Euros,
- Durée : 1 an,
- Index : Eonia

- Marge sur indice : 0.72%
- Base de calcul des intérêts : exact/360,
- Délais de mise à disposition des fonds : J si demande avant 9h30,
- Remboursement des fonds : J si demande avant 9h30
- Commission de non utilisation : 0.00% si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est inférieur ou égal à 50%, 0.05% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 50% et inférieur à 65%, 0.10% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 65% et inférieur à 75%, 0.20% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 75% et inférieur à 100%. Le taux de tirage correspond au montant tiré quotidiennement exprimé en pourcentage du montant maximum.
- Commission d'engagement : 0.15% du montant maximum payable au plus tard à la prise d'effet du contrat.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-800
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1108569-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une ouverture de crédit de Trésorerie conclue entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- **VU** l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, dont le siège social est situé à Allée Louis Lichou, 29 480 Le Relecq Kerhuon.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 25 000 000 Euros (vingt-cinq millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Montant : 25 000 000 Euros,
- Durée : 1 an,
- Index : Eonia

- Marge sur indice : 0.85%
- Base de calcul des intérêts : exact/360,
- Délais de mise à disposition des fonds : J si demande avant 10h,
- Remboursement des fonds : J si demande avant 11h30,
- Commission d'engagement : 0.17% du montant maximum payable à la prise d'effet du contrat.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-801
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc1108571-AU

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Grabels approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 7 décembre 2013,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Grabels en date du 11 décembre 2013 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Grabels sur les zones U et AU telles qu' indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-806
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo8777-AU

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte ne fait l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation des Droits de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Jacou**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Jacou approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Jacou en date du 23 juillet 2007 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones U1 et U3,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Jacou sur les zones U et AU, et le droit de préemption urbain renforcé sur la zone U1 tel qu' indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-807
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1108785 AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Juvignac**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Juvignac approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2012,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Juvignac en date du 16 octobre 2012 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Juvignac sur les zones U et AU tel qu' indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-809
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc/108811-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Baillargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Baillargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2006,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Baillargues en date du 1^{er} juin 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Baillargues sur les zones U et AU tel que indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-810
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108818-AV

Fait à Montpellier, le

08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Saussan**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saussan approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 8 novembre 2011,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Saussan en date du 14 mai 2013 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Saussan sur les zones U et AU tel que indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-812
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc1108829-AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Brès dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brès n° 2016-106 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Saint-Brès au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-813
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl168844AV

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castries dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castries n°2015/17-12/009 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Castries au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-814
Reçue en Préfecture le	13 JAN. 2016
Affichée le	13 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108847AU

Fait à Montpellier le 13 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Fabrègues dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Fabrègues en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Fabrègues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-815
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Sancto 8149-AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Jacou dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Jacou en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Jacou au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-816
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc Mo 8853-A

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Lattes au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-818
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc1608857-AU

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Drézéry dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabbi YOUSSEUS dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Drézéry n°2015-091 en date du 7 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Saint-Drézéry au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-819
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108859-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Saint-Brès**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Brès approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2012,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Saint-Brès en date du 27 septembre 2012 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Saint-Brès sur les zones U et AU tel qu' indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-820
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Eme Mo8862 AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Vendargues dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Vendargues n°91/2015 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Vendargues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-822
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1108889-AU

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Sussargues dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Sussargues n° DE15_052 en date du 14 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Sussargues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-823
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Une 1108892AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, des chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-825
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108900 AV

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saussan dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saussan n°D21 12 2015-1 en date du 21 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Saussan au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-826
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108902AU

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Restinclières dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Restinclières n°2015-048 en date du 10 novembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Restinclières au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-827
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108908-AU

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Jean de Védas dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint Jean de Védas n°2015-217 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Saint Jean de Védas au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-828
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108912AV

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Georges d'Orques dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles autorisant le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint Georges d'Orques en date du 23 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnant lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Saint Georges d'Orques au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-829
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Eme/168915AN

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Geniès des Mourgues dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint Geniès des Mourgues n°65/15 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Saint Geniès des Mourgues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-830
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Tmcl168917AJ

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Prades-le-Lez dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Prades-le-Lez n°140/2015 en date du 15 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Prades-le-Lez au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-831
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108920AV

Fait à Montpellier, le

08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pignan dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Pignan n°83/2015 en date du 14 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Pignan au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-832
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1108923 AV

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Beaulieu dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Beaulieu en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Beaulieu au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-835
Reçue en Préfecture le	13 JAN. 2016
Affichée le	13 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108969-AU

Fait à Montpellier, le 13 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonsec dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Cournonsec en date du 22 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Cournonsec au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-836
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108972-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune du Crès dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune du Crès n°91-2015 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune du Crès au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-838
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1108980-AU

Fait à Montpellier, le

08 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montaud dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montaud en date du 22 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Montaud au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-839
Reçue en Préfecture le	13 JAN. 2016
Affichée le	13 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	DMC1108983-AU

Fait à Montpellier, le 13 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montferrier-sur-Lez dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montferrier-sur-Lez en date du 23 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Montferrier-sur-Lez au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-840
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc1108985AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pérols dans le domaine public métropolitain

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Pérols n°2015-12-17/6 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Pérols au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-842
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1108989 AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

08 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Transfert de propriété des espaces publics non cadastrés
affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la
commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2015-18, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n°2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-18 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-843
Reçue en Préfecture le	08 JAN. 2016
Affichée le	08 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1608993-AV

Fait à Montpellier, le 08 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Sussargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sussargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2013,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Sussargues en date du 24 avril 2014 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Sussargues sur toutes les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1109040-AU

Fait à Montpellier, le

04 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Pour le Président

Par délégation

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Saint-Jean-de-Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Jean-de-Védas approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 21 janvier 2008,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Saint-Jean-de-Védas en date du 18 février 2008 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Saint-Jean-de-Védas sur les zones U et AU telles qu'indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-3
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	EmcM09253-AU

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Pour le Président
Par délégué
Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Castries approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juillet 2010,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Castries en date du 29 juillet 2010 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Castries sur les zones U et AU tel qu' indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-4
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enclos 9288 AV

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Le Crès**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Le Crès approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 9 juin 2010,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Le Crès en date du 9 juin 2010 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE


ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Le Crès sur les zones U et AU tel qu'indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-5
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	ENC 1609288-AU

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Pour le Président
Par délégation
Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation des Droits de
Préemption sur le territoire de la Commune de Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lavérune approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 18 avril 2011,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Lavérune en date du 17 mai 2011 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Lavérune en date du 15 juin 2011 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain renforcé à la Commune de Lavérune sur les zones U et AU telles qu' indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-7
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Innc169350-AU

Fait à Montpellier, le

04 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

[Signature]

Pour le Président
Par délégation



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Montferrier-sur-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montferrier-sur-Lez approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 janvier 2007,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montferrier-sur-Lez en date du 25 janvier 2007 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la Commune de Montferrier-sur-Lez sur les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-8
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Encl1109361-AU

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Pour le Président
Par délégation
Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation des Droits de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 2 mars 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 2 mars 2006 instaurant le et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones U et les zones couvertes par le plan de sauvegarde et de mise en valeur du PLU,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 14 juin 2010 élargissant le droit de préemption urbain renforcé,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la Commune de Montpellier sur les zones U et AU tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-9
Reçue en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affichée le	04 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc1109363-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature du laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673) dans le bâtiment CAP DELTA à Grabels

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature du laboratoire ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le bâtiment CAP DELTA : le laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673), représentée par Madame Ghislaine GIBELLO a pour activité est la recherche scientifique – spécialisée en chimie verte et innovation écologique.
Il est candidat à la location du lot 3.04 de 182.09 m² pour une période de 5 mois.
Le laboratoire prévoit un effectif de 7 personnes sur site.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature du laboratoire CNRS-Délégation Languedoc Roussillon - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco - Unité FRE 3673) ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-15
Reçue en Préfecture le	11 JAN. 2016
Affichée le	11 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	<i>Emc 1109535-AV</i>

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

11 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Conseil de Prud'hommes - Agent SFMA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil des Prud'hommes de Montpellier suite à la requête déposée par Monsieur Willy PLACET, agent des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA) consécutivement à son licenciement.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-18
Reçue en Préfecture le	11 JAN. 2016
Affichée le	11 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1109671AU

Fait à Montpellier, le **11 JAN. 2016**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

Arrêté n°A2016-2 : Arrêté portant composition de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole	327
Arrêté n°A2016-3 : Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est inférieur à 15 000 €	329
Arrêté n°A2016-4 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €	331
Arrêté n°A2016-5 : Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €	333
Arrêté n°A2016-6 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Action Territoriale	335
Arrêté n°A2016-7 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €	337
Arrêté n°A2016-8 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €	339
Arrêté n°A2016-9 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €	341
Arrêté n°A2016-10 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, quel que soit le montant	343
Arrêté n°A2016-11 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Action Territoriale	345
Arrêté n°A2016-12 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 15 000 €	347
Arrêté n°A2016-13 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €	349
Arrêté n°A2016-14 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €	351
Arrêté n°A2016-15 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP)	353
Arrêté n°A2016-16 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP)	355
Arrêté n°A2016-17 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €	357
Arrêté n°A2016-18 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €	359
Arrêté n°A2016-19 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, quel que soit le montant	361
Arrêté n°A2016-20 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	363

Arrêté n°A2016-21 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €	365
Arrêté n°A2016-22 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 €	367
Arrêté n°A2016-23 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €	369
Arrêté n°A2016-24 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction des Mobilités	371
Arrêté n°A2016-25 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €	373
Arrêté n°A2016-26 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €	375
Arrêté n°A2016-27 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €	377
Arrêté n°A2016-28 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction des Mobilités , quel que soit le montant	379
Arrêté n°A2016-29 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction des Mobilités	381
Arrêté n°A2016-30 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €	383
Arrêté n°A2016-31 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 €	385
Arrêté n°A2016-32 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €	387
Arrêté n°A2016-33 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	389
Arrêté n°A2016-34 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets quel que soit le montant	391
Arrêté n°A2016-35 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	393
Arrêté n°A2016-36 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €	395
Arrêté n°A2016-37 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 € et 90 000 €	397
Arrêté n°A2016-38 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €	399
Arrêté n°A2016-39 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €	401
Arrêté n°A2016-40 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 €	403
Arrêté n°A2016-41 : Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €	405

Arrêté n°A2016-42 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement	407
Arrêté n°A2016-43 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €	409
Arrêté n°A2016-44 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 € et 90 000 €	411
Arrêté n°A2016-45 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €	413
Arrêté n°A2016-46 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement quel que soit le montant	415
Arrêté n°A2016-47 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement	417
Arrêté n°A2016-48 : Délégation de signature des accords techniques ainsi que des permissions de voirie non structurants, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP)	419
Arrêté n°A2016-49 : Délégation de signature des avis techniques ainsi que des permissions de voirie non structurants, relevant de la Direction de l'Action Territoriale	421
Arrêté n°A2016-50 : Règlement de voirie de la Ville de Montpellier	423
Arrêté n°A2016-51 : Abrogation des arrêtés du Pôle SPET	425
Arrêté n°A2016-52 : Désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires	426
Arrêté n°A2016-53 : Autorisation Taxi - changement de véhicule - Taxi CHICHE José - Commune de Pérols	430
Arrêté n°A2016-54 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint-Brès	433
Arrêté n°A2016-55 : Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez	436
Arrêté n°A2016-56 : Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée du plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers	438
Arrêté n°A2016-58 : Représentation de M. Le Président au sein de la Commission d'Appels d'Offres par Mme LLORET	440
Arrêté n°A2016-59 : Retrait provisoire autorisation de stationner n° 66 de la commune de Montpellier Sarl TM66 représentée par son gérant monsieur Guillaume TISSOT	442
Arrêté n°A2016-60 : Retrait provisoire autorisation de stationner n°114 de la commune de Montpellier Sarl Adam taxi représentée par son gérant monsieur Khalid EL OUACHEKRADI	444
Arrêté n°A2016-61 : Autorisation de stationnement n°04 - changement de véhicule - commune de Prades-le-lez	446
Arrêté n°A2016-62 : Autorisation de stationner d'un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac - Changement de véhicule - Autorisation n°03	449
Arrêté n°A2016-63 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement	452
Arrêté n°A2016-64 : Arrêté portant délégation de signature à M. Gilbert Pastor	454
Arrêté n°A2016-65 : Arrêté portant délégation de signature à Mme Véronique PEREZ	456
Arrêté n°A2016-66 : Arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN	458



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant composition de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et notamment son article 8,
- **VU** la loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR et notamment son article 97,
- **VU** le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de première Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13142 du 22 juillet 2015 créant la Conférence Intercommunale du Logement (CIL),
- **CONSIDERANT** le courrier de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole adressé à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault proposant une liste de membres,
- **CONSIDERANT** le courrier en réponse de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault en date du 1^{er} décembre 2015 donnant son accord sur la liste des membres proposés par Montpellier Méditerranée Métropole

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger au sein la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole:

Collège des collectivités territoriales :

- Les 31 maires des communes de Montpellier Méditerranée Métropole
- Le Président du Conseil Départemental de l'Hérault ou son représentant

Collège des professionnels du secteur locatif social :

- Le Président de l'Union sociale pour l'Habitat Languedoc-Roussillon ou son représentant,
- Le Président de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant,
- Le Président de l'Office public de l'Habitat du Département de l'Hérault ou son représentant,
- Le Président de l'entreprise sociale pour l'habitat « ERILIA » ou son représentant,

- Le Président de l'entreprise sociale pour l'habitat « Nouveau Logis Méridional » ou son représentant,
- Le Président de l'entreprise sociale pour l'habitat « FDI Habitat » ou son représentant,
- Le Président de l'entreprise sociale pour l'habitat « Société Française des Habitations Economiques » ou son représentant,
- Le Directeur régional de l'entreprise sociale pour l'habitat « ICF Habitat Sud Est Méditerranée » ou son représentant,
- Le Directeur de l'entreprise sociale pour l'habitat « DOMICIL » ou son représentant,
- Le Directeur régional de l'entreprise sociale pour l'habitat « Société Nationale Immobilière » ou son représentant,
- Le Président de l'entreprise sociale pour l'habitat « Un Toit pour Tous » ou son représentant,
- Le Président de l'entreprise sociale pour l'habitat « Promologis » ou son représentant,
- Le Président de l'entreprise sociale pour l'habitat « I3F » ou son représentant,
- Le Délégué territorial d'Action Logement ou son représentant,
- Le Directeur de l'association « GAMMES » ou son représentant,
- Le Directeur du Pôle social de l'association « Adages » ou son représentant,
- La Directrice de l'association « Habitat Jeunes Montpellier » ou son représentant,
- Le Représentant local de la fédération « Solidaires pour l'Habitat » ou son représentant,

Collège des usagers ou des associations auprès des personnes défavorisées ou locataires

- La Présidente de l'association « Consommation Logement et Cadre de Vie » Montpellier ou son représentant,
- La Directrice régionale de l'association « Conférence Nationale du Logement » ou son représentant,
- La Directrice de l'Agence régionale de la « Fondation Abbé Pierre »,
- Le Représentant Administrateur régional de la « Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale ou son représentant,
- Le Délégué régional du « Conseil Consultatif Régional des Personnes Accueillies/ Accompagnées » ou son représentant.

Autres institutions qualifiées

- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault ou son représentant,
- Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de l'Hérault ou son représentant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-2
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc169057AR

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est inférieur à 15 000 €.

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 15 000 €, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Patrick LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-3
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1609194-AR

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée respectivement chacun pour leur pôle à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Patrick LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, Monsieur Jean-Claude HEMAIN et Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-4
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc1109200-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Jean-Claude HEMAIN et Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Claude HEMAIN, Yves NURIT et Christian FINA, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-5
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1109202-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Action Territoriale

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Patrick LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Arrêté n°	A2016-6
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1109205-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Patrick LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-7
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Ime1109207-AR

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée respectivement chacun pour leur pôle à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Patrick LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT, leur délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-8
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Encllo 9209-AR

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Jean-Claude HEMAIN et Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Claude HEMAIN, Yves NURIT et Christian FINA, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-9
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc Mo 92M-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, quelque soit le montant

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant est inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour tous les marchés relevant de la Direction de l'Action Territoriale, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée respectivement chacun pour leur pôle à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Patrick LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Patrick LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-10
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc1609215-AR

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Action Territoriale

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, délégation est accordée à Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif :

1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures

1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Claude HEMAIN, Yves NURIT et Christian FINA, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIÉ Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-11
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc Mo 9219-AR

Fait à Montpellier le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 15 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €, est accordée, chacun pour leur service respectif, à :

- Monsieur Denis CRETIER, chef du service Pôle Voirie,
- Monsieur Arnaud BURTIN, chef du service Bureau d'Etudes Centre et Grands Travaux,
- Monsieur Stéphane MARI, chef du service Bureau d'Etudes Territoires,
- Monsieur David AUPERT, chef du service Pluvial Urbain,
- Monsieur Nicolas MARSAC, chef du service Eclairage Public,
- Monsieur Stéphane ESCOBAR, chef du service Bureau d'Etudes, adjoint à la Directrice de la DAGEP,
- Madame Sophie BANETTE-COX chef du service Ressources Transversales et Commande Publique.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, sa délégation est accordée à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, sa délégation est accordée à Monsieur Guillaume DESINDE, chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX, leur délégation respective est accordée à Monsieur Stéphane ESCOBAR, adjoint à la Directrice de la DAGEP

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC sa délégation est accordée à Monsieur Thierry COUTELLIER, chef de service adjoint

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, sa délégation est accordée à Monsieur Philippe MALACAN.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER

ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-12
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 110 9230-AR

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 € est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Stéphane ESCOBAR, chef du service Bureau d'Etudes, adjoint à la Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-13
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1109232-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-14
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Eme1109234-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP)

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), est accordée, chacun pour leur service respectif, à :

- Monsieur Denis CRETIER, chef du service Pôle Voirie,
- Monsieur Arnaud BURTIN, chef du service Bureau d'Etudes Centre et Grands Travaux,
- Monsieur Stéphane MARI, chef du service Bureau d'Etudes Territoires,
- Monsieur David AUPERT, chef du service Pluvial Urbain,
- Monsieur Nicolas MARSAC, chef du service Eclairage Public,
- Monsieur Stéphane ESCOBAR, chef du service Bureau d'Etudes, adjoint à la Directrice de la DAGEP,
- Madame Sophie BANETTE-COX chef du service Ressources Transversales et Commande Publique.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, sa délégation est accordée à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, sa délégation est accordée à Monsieur Guillaume DESINDE, chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX, leur délégation respective est accordée à Monsieur Stéphane ESCOBAR, adjoint à la Directrice de la DAGEP

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC sa délégation est accordée à Monsieur Thierry COUTELLIER, chef de service adjoint

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, sa délégation est accordée à Monsieur Philippe MALACAN.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX et de

Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-15
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1109237AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €.

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, des marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €, est accordée, chacun pour leur service respectif, à :

- Monsieur Denis CRETIER, chef du service Pôle Voirie,
- Monsieur Arnaud BURTIN, chef du service Bureau d'Etudes Centre et Grands Travaux,
- Monsieur Stéphane MARI, chef du service Bureau d'Etudes Territoires,
- Monsieur David AUPERT, chef du service Pluvial Urbain,
- Monsieur Nicolas MARSAC, chef du service Eclairage Public,
- Monsieur Stéphane ESCOBAR, chef du service Bureau d'Etudes, adjoint au directeur de la DAGEP,
- Madame Sophie BANETTE-COX chef du service Ressources Transversales et Commande Publique.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, sa délégation est accordée à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, sa délégation est accordée à Monsieur Guillaume DESINDE, chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX, leur délégation respective est accordée à Monsieur Stéphane ESCOBAR, adjoint au directeur de la DAGEP.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC sa délégation est accordée à Monsieur Thierry COUTELLIER, chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, sa délégation est accordée à Monsieur Philippe MALACAN.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie

BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT ou de Madame Sophie BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-16
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc1109239 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer ordres de services au sens des CCAG applicables, des marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €, est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Stéphane ESCOBAR, chef du service Bureau d'Etudes, adjoint à la Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-17
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1109241-A0

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, des marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, la délégation visée à l'article 1 est accordée Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-18
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc Mo9243 Ar

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, quelque soit le montant

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) relevant d'une procédure dont le montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.
Pour tous les marchés relevant de la DAGEP, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Stéphane ESCOBAR, chef du service Bureau d'Etudes, adjoint à la Directrice de la DAGEP,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la

délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-19
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1109245-Ar

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée relevant de la Direction l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), **délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN** à l'effet de signer tout document relatif :

1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures

1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la **délégation de signature** visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-20
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1109247-AR

Fait à Montpellier, le 0 4 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €, est accordée, à :

- Madame Sandrine UGUEN, Directrice adjointe de la Direction des Mobilités, pour le service Infrastructures de Transport,
- Madame Sandrine UGUEN, Chef de service, pour le service Exploitation des Services de Déplacement,
- Monsieur Gilles LAVAUD, Chef de service, pour le service Gestion Multimodale des Déplacements.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, ses délégations respectives visées à l'article 1 sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, sa délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Alain HURARD, responsable de l'unité gestion Feux/Tunnel Comédie/contrôle d'accès.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation à l'effet de signer les bons de commandes, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000€ relevant du service Infrastructures de Transport et du service Exploitation des Services de Déplacement, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gilles LAVAUD et de Monsieur Alain HURARD, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Gestion Multimodale des Déplacements est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Karim OUNOUGHI.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gilles LAVAUD, de Monsieur Alain HURARD et de Monsieur Karim OUNOUGHI la délégation visée à l'article 1 concernant le service Gestion Multimodale des Déplacements est donnée dans les

mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-21
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	<i>Inc 1109261-AR</i>
Identifiant	

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 €

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 € est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Madame Sandrine UGUEN, Directrice adjointe de la Direction des Mobilités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Karim OUNOUGHI, de Madame Sandrine UGUEN de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-22
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	Inc 1109263-AR
Identifiant	

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction des Mobilités, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Karim OUNOUGH, Directeur des Mobilités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Karim OUNOUGH, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Monsieur Karim OUNOUGH et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-23
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	Imc 1109285 - AR
Identifiant	

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction des Mobilités

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant de la Direction des Mobilités, est accordée, à :

- Madame Sandrine UGUEN, Directrice adjointe de la Direction des Mobilités, pour le service Infrastructures de Transport,
- Madame Sandrine UGUEN, Chef de service, pour le service Exploitation des Services de Déplacement,
- Monsieur Gilles LAVAUD, Chef de service, pour le service Gestion Multimodale des Déplacements.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, ses délégations respectives visées à l'article 1 sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, sa délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Alain HURARD, responsable de l'unité gestion Feux/Tunnel Comédie/contrôle d'accès.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant du service Infrastructures de Transport et du service Exploitation des Services de Déplacement, est accordée, à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Monsieur Alain HURARD, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Gestion Multimodale des Déplacements est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Karim OUNOUGHI.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD, de Monsieur Alain HURARD et de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Gestion Multimodale des Déplacements est donnée dans les

mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-24
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	Imc M09867-AR
Identifiant	

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €.

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°J2196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer, les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €, est accordée, à :

- Madame Sandrine UGUEN, Directrice adjointe de la Direction des Mobilités, pour le service Infrastructures de Transport,
- Madame Sandrine UGUEN, Chef de service, pour le service Exploitation des Services de Déplacement,
- Monsieur Gilles LAVAUD, Chef de service, pour le service Gestion Multimodale des Déplacements.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, ses délégations respectives visées à l'article 1 sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, sa délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Alain HURARD, responsable de l'unité gestion Feux/Tunnel Comédie/contrôle d'accès.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation à l'effet de signer, les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés du service Infrastructures de Transport et du service Exploitation des Services de Déplacement de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Monsieur Alain HURARD, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Gestion Multimodale des Déplacements est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Karim OUNOUGHI.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD, de Monsieur Alain HURARD et de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Gestion Multimodale des Déplacements est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-25
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	Imc 1109263-AR
Identifiant	

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 € et 90 000 €, est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Madame Sandrine UGUEN, Directrice adjointe de la Direction des Mobilités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Karim OUNOUGHI, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-26
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	<i>Imc Mo 9871-RR</i>
Identifiant	

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Karim OUNOUGH, Directeur des Mobilités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Karim OUNOUGH la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Monsieur Karim OUNOUGH et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-27
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1109273-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction des Mobilités , quelque soit le montant.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour les mêmes marchés de la Direction des Mobilités, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Karim OUNOUGHI à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Madame Sandrine UGUEN, Directrice adjointe de la Direction des Mobilités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-28
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 110 9280-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction des Mobilités

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction des Mobilités, relevant d'une procédure d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif :

- 1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures.
- 1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Karim OUNOUGH, Directeur des Mobilités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Karim OUNOUGH, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Monsieur Karim OUNOUGH et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-29
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc No 9282-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €, est accordée, à :

- Monsieur Karl ABRAHAM, chef de service, pour le service Tri et Valorisation des Déchets,
- Madame Céline FERRANDO, Chef de service, pour le service Collecte et Nettoyement,
- Monsieur Yann EVEN, Chef de service, pour le service Régie de Collecte.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Tri et Valorisation des Déchets est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO ou de Monsieur Yann EVEN, leurs délégations respectives visées à l'article 1 sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur adjoint de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation à l'effet de signer les bons de commandes, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €, relevant du service Collecte et Nettoyement, est accordée, à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation à l'effet de signer les bons de commandes, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €, relevant du service Régie de Collecte, est accordée, à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Yann EVEN, de Madame Céline FERRANDO, et de Monsieur Christophe DELIGNY,

a délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-30
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc109296-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 € est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur adjoint de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Christophe DELIGNY, de Monsieur Karl ABRAHAM de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-31
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 1109299-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-32
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1109303-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets est accordée, à :

- Monsieur Karl ABRAHAM, chef de service, pour le service Tri et Valorisation des Déchets,
- Madame Céline FERRANDO, Chef de service, pour le service Collecte et Nettoyement,
- Monsieur Yann EVEN, Chef de service, pour le service Régie de Collecte.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Tri et Valorisation des Déchets est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO ou de Monsieur Yann EVEN, leurs délégations respectives visées à l'article 1 sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur adjoint de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation à l'effet de signer relevant du service Collecte et Nettoyement, est accordée, à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant du service Régie de Collecte, est accordée, à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Yann EVEN, de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Christophe DELIGNY la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-33
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imcl109305-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets quel que soit le montant

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets relevant d'une procédure dont le montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.
Pour tous les marchés relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur adjoint de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christophe DELIGNY, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-34
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1609312AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets relevant d'une procédure d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée relevant de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, délégation est accordée à Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif :

1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures,
1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-35
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 1109314-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €, est accordée, à :

- Monsieur Karl ABRAHAM, chef de service, pour le service Tri et Valorisation des Déchets,
- Madame Céline FERRANDO, Chef de service, pour le service Collecte et Nettoyement,
- Monsieur Yann EVEN, Chef de service, pour le service Régie de Collecte.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation visée à l'article 1 concernant le service Tri et Valorisation des Déchets est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO ou de Monsieur Yann EVEN, leurs délégations respectives visées à l'article 1 sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur adjoint de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 50 000 €, relevant du service Collecte et Nettoyement, est accordée, à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 50 000 €, relevant du service Régie de Collecte, est accordée, à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Yann EVEN, de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Deligny, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-36
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc M09321-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 € et 90 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 € et 90 000 € est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur adjoint de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Christophe DELIGNY, de Monsieur Karl ABRAHAM de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-37
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Ime1109323AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €, est accordée, à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Christophe DELIGNY la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-38
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc Mo 9326 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

0 4 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal 15 000 €, est accordée, à :

- Monsieur Arnaud VESTIER, chef de service, pour le service Gestion Intégrée de l'Eau,
- Madame Laurence BURGAUD, Chef de service, pour le service Maîtrise d'Ouvrage,
- Madame Sylvie HEINIMANN- LUNA, Chef de service, pour le service Maîtrise du service Public,
- Madame Béatrice MARTI, Chef de service, pour le service Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN- LUNA ou de Madame Béatrice MARTI, leur délégation respective visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN- LUNA ou de Madame Béatrice MARTI et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN- LUNA ou de Madame Béatrice MARTI, de Monsieur Thierry ALIS et de Madame Florence FUCHS, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-39
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1109330 AR

Fait à Montpellier, le 0 4 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 € et 50 000 € est accordée à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-40
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lnc109330-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Madame Florence FUCHS, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-41
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1109334-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant de la Direction l'Eau et de l'Assainissement est accordée, à :

- Monsieur Arnaud VESTIER, chef de service, pour le service Gestion Intégrée de l'Eau,
- Madame Laurence BURGAUD, Chef de service, pour le service Maîtrise d'Ouvrage,
- Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Chef de service, pour le service Maîtrise du service Public,
- Madame Béatrice MARTI, Chef de service, pour le service Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI, leur délégation respective visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI, de Monsieur Thierry ALIS et de Madame Florence FUCHS, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-42
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 110 9336-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

0 4 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €, est accordée, à :

- Monsieur Arnaud VESTIER, Chef de service, pour le service Gestion Intégrée de l'Eau,
- Madame Laurence BURGAUD, Chef de service, pour le service Maîtrise d'Ouvrage,
- Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Chef de service, pour le service Maîtrise du service Public,
- Madame Béatrice MARTI, Chef de service, pour le service Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI, leur délégation respective visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI, de Monsieur Thierry ALIS et de Madame Florence FUCHS, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-43
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc 1409338-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016
Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 € et 90 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 € et 90 000 € est accordée à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-44
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1109340-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €, est accordée, à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Madame Florence FUCHS la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-45
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc109342-AR

Fait à Montpellier, le 04 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement quel que soit le montant

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement relevant d'une procédure dont le montant est inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour tous les marchés relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Florence FUCHS, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-46
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Dnc 1109344-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement relevant d'une procédure d'un montant supérieur à 50 000 € HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, délégation est accordée à Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif :

- 1.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures,
- 1.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Madame Florence FUCHS, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 1 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-47
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc1609347-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des accords techniques ainsi que des permissions de voirie non structurants, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP)

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-50 du 4 janvier 2016 relatif au règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain de la Ville de Montpellier,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les accords techniques ainsi que les permissions de voirie non structurants pour le territoire de la ville de Montpellier et de la Métropole, relevant de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), est accordée à Monsieur Denis CRETIER, chef du service Pôle Voirie.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, la délégation visée à l'article 1 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable subdivision 2.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, la délégation visée à l'article 1 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint à la Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Stéphane ESCOBAR la délégation visée à l'article 1 est accordée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-48
Transmis en Préfecture le	04 JAN. 2016
Affiché le	04 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1109355-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

04 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des avis techniques ainsi que des permissions de voirie non structurants, relevant de la Direction de l'Action Territoriale

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les accords techniques ainsi que les permissions de voirie non structurants pour le territoire des Communes et de la Métropole, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Patrick LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez,

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR ou de Monsieur Patrick LAUER ou de Monsieur Philippe MAUGER ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR ou de Monsieur Patrick LAUER ou de Monsieur Philippe MAUGER ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR ou de Monsieur Patrick LAUER ou de Monsieur Philippe MAUGER ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-49
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 169357-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

0 4 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Règlement de voirie de la Ville de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain de la Ville de Montpellier,

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des règles applicables concernant l'occupation et l'utilisation de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires sur le territoire de la Ville de Montpellier,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain de la Ville de Montpellier reste applicable jusqu'à l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-50
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	EmcMo9373-Ar

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

0 4 JAN. 2016



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Abrogation des arrêtés du Pôle SPET

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les arrêtés n°A2014-20, A2014-31, A2014-42, A2014-35, A2014-46 à 48, A2014-67 du 16 avril 2014 relatifs aux délégations de signature relatives au Pôle SPET (attestations de services faits, bons de commande, procédures marchés, ordres de service et permissions de voirie),

ARRETE

ARTICLE 1 : Les arrêtés n°A2014-20, A2014-31, A2014-42, A2014-35, A2014-46 à 48, A2014-67 susvisés sont abrogés.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-51
Transmis en Préfecture le	0 4 JAN. 2016
Affiché le	0 4 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1169399-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

0 4 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-205 du 12 novembre 2015 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Considérant** la démission de Monsieur Charles DELELIS du mandat de représentant du personnel suppléant à la Commission Administrative Paritaire de catégorie B,
- **Considérant** que Monsieur Pierre ANSELME est le premier candidat non élu restant sur la même liste et relevant du même groupe hiérarchique en application de l'alinéa 3 de l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 susvisé,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-205 du 12 novembre 2015 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Les Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

Commission Administrative Paritaire – Catégorie A

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL

Président de la Commission Administrative Paritaire

M. Pierre BONNAL

Mme. Rosy BUONO

Mme. Eliane LLORET

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Guy BARRAL

M. Yvon PELLET

Mme. Régine ILLAIRE

Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

Représentants du personnel

TITULAIRES

Groupe hiérarchique 6

M. Nicolas BAUDOT (UNSA)

Groupe hiérarchique 5

M. Mohamed CHEBLI (UNSA)

M. Grégory FARGAS (FO)

Mme Marianne DINTRANS-HOLMES (CFDT)

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

Groupe hiérarchique 6

M. Arnaud VESTIER

Groupe hiérarchique 5

Mme Raphaëlle ALBER (UNSA)

M. Gil BUSCAYLET (FO)

Mme Pascale NABAFFA (CFDT)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie B

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL

Président de la Commission Administrative Paritaire

M. Pierre BONNAL

Mme. Rosy BUONO

Mme. Eliane LLORET

M. Jérémie MALEK

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Guy BARRAL

M. Yvon PELLET

Mme. Régine ILLAIRE

Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

Mme Isabelle TOUZARD

Représentants du personnel

TITULAIRES

Groupe hiérarchique 4

M. Laurent BERNARD (UNSA)

M. Frédéric DOLADILLE (FO)

M. Patrick CORNELLES (SUD)

Groupe hiérarchique 3

M. Patrick SENDRA (UNSA)

Mme Sabine BERGÜA (FO)

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

Groupe hiérarchique 4

M. Gabriel OBE (UNSA)

M. Pierre ANSELME (FO)

Mme Corinne CROS (SUD)

Groupe hiérarchique 3

Mme Carole GILBERT (UNSA)

M. Gilles GUY (FO)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie C

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL

Président de la Commission Administrative Paritaire

M. Pierre BONNAL

M. Guy BARRAL

Mme. Eliane LLORET

Mme. Rosy BUONO

Mme. Régine ILLAIRE

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Jérémie MALEK

M. Yvon PELLET

M. Abdi EL KANDOUSSI

Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

Mme. Isabelle TOUZARD

Mme. Patricia MIRALLES

Représentants du personnel

TITULAIRES

Groupe hiérarchique 2

Mme Corinne LECCIA (UNSA)

M. Denis SAVOYE (FO)

Groupe hiérarchique 1

Mme Régine BARRY (SUD)

M. Ichem MOGHEL (UNSA)

Mme Edwige HERNANDEZ (FO)

Mme Christel BALLUET-QUINTANA (UNSA)

Représentants du personnel :**SUPPLEANTS***Groupe hiérarchique 2*

M. Sauveur SPINA (UNSA)

M. Thierry NOFARES (FO)

Groupe hiérarchique 1

Mme Nour El Amel LAGHMIRI (SUD)

M. Gilles ZOZOR (UNSA)

M. Rémi MOREAU (FO)

M. Marc BOUKHOBZA (UNSA)

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-52
Transmis en Préfecture le	22/01/16
Affiché le	22/01/16
Notifié le	
Identifiant	irc 1109429 - AR

Fait à Montpellier, le 22 janvier 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation Taxi - changement de véhicule - Taxi CHICHE José - Commune de Pérols

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 24 octobre 2013 ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Pérols lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que M CHICHE José, titulaire d'une autorisation de taxi à Pérols, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : Monsieur CHICHE José né le 12 aout 1956 à Montpellier, domicilié : 302 avenue Robert Fages « la grande pyramide » 34280 La Grande Motte est autorisé à exploiter sur le territoire de la commune de PEROLS, le taxi de marque KIA type : M10K1AVP001D412- Immatriculé : DM-605-ZQ dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 2 :

La présente autorisation délivrée sous le numéro : 10 sous réserve :

- d'être titulaire de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault pour le conducteur de taxi,
- d'être en possession d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 pour le conducteur de taxi,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Elle est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation est insuffisamment exploitée.

ARTICLE 3 : L'arrêté municipal du 24 octobre 2013 susvisé est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-53
Transmis en Préfecture le	08/02/2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1109569

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

07 janvier 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

AUTORISATION D'EXPLOITER UN TAXI SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-BRES

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté n°2014-353 du 14/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 2013-123 du 15 mai 2015;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint Brès lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

CONSIDERANT que Monsieur PHILIP Christian, titulaire d'une autorisation de taxi sur la commune de Saint-Brès, a procédé au changement de son véhicule.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur PHILIP Christian, né le 03 août 1950 à AUBAIS (30), domicilié au n° 18 place de la Ramade à SAINT-BRES (34), est autorisé à stationner avec le véhicule Volkswagen Touran immatriculé DY-737-MX sur le territoire de la commune de Saint-Brès, dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2016-003, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou sous-préfet après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 du code de la route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur de taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévu à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté municipal n° 2013-123 du 15 mai 2013, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services, le Commandant de la brigade territoriale de Gendarmerie de CASTRIES, la Police Municipale de Saint-Brès, (le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-54
Transmis en Préfecture le	08/02/2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1109738

Fait à Montpellier, le 07/02/2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez

- **VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 27 août 2012 approuvant le PLU ;
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie Jannin dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de rectifier une erreur matérielle relative à la délimitation des zones N (Site de Coste) et IIAU1 (ZAC Prata) ;
- **CONSIDERANT** que ces ajustements relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le PADD ;
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances de la qualité des sites des paysages où des risques naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L153-41 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :

- de majorer de plus de 20% les possibilités de construction ;
- de diminuer les possibilités de construire ;
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Prades-le-Lez est engagée.

ARTICLE 2 : Le projet de modification simplifiée a pour objet de rectifier une erreur matérielle relative à la délimitation des zones N (Site de Coste Rousse) et IIAU1 (ZAC Prata).

ARTICLE 3 : Les modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée seront définies par délibération du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 4 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Prades-le-Lez préalablement à sa transmission pour avis à Monsieur le Préfet, ainsi qu'aux personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-55
Transmis en Préfecture le	13 JAN. 2016
Affiché le	13 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	ENC 110 9885 AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

13 JAN. 2016

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée du plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers

- VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 janvier 2013 approuvant le PLU ;
- VU l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie Jannin dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de modifier certains points mineurs d'application du règlement ;
- **CONSIDERANT** que ces ajustements relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le PADD ;
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances de la qualité des sites des paysages où des risques naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances ;
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L153-41 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction ;
 - de diminuer les possibilités de construire ;
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Clapiers est engagée.

ARTICLE 2 : Le projet de modification simplifiée a notamment pour objet de :

- mettre en compatibilité le PLU avec le nouveau plan de composition de la ZAC « Castelet » ;
- créer un secteur UD3 indicé et une OAP (interface ZAC Castelet/secteur du Château) ;
- modifier le pourcentage de logements locatifs sociaux prescrit par l'emplacement réservé A (Opération Soleil des Garrigues) et prescrire l'obligation de réalisation de logements abordables ;
- d'apporter, le cas échéant, des adaptations mineures au règlement du PLU.

ARTICLE 3 : Les modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 4 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Clapiers préalablement à sa transmission pour avis à Monsieur le Préfet, ainsi qu'aux personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-56
Transmis en Préfecture le	13 JAN. 2016
Affiché le	13 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc1109888 AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

13 JAN. 2016

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation de M. Le Président au sein de la Commission d'Appels d'Offres par Mme LLORET

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 22,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Mme Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération n°12205 du 22 avril 2014 relative à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO),
- VU la note de service 2010-04 -153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté n°A2015-102 du 11 juin 2015 désignant Madame Eliane LLORET pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres, en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission d'Appel d'offres,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-102 du 11 juin 2015 est abrogé,

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Eliane LLORET pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres, en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission d'Appel d'offres. Dans ce cadre, Madame Eliane LLORET est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Délégation est également accordée dans ce cadre à Madame Eliane LLORET, dans tous les domaines de compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, concernant les procédures dont le montant est supérieur ou égal au seuil défini à l'article 26.II.2° du Code des marchés publics, pour procéder :

- à l'ouverture et à l'enregistrement des plis* (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte,
- à l'ouverture et à l'enregistrement des offres* remises dans le cadre d'une procédure restreinte,

** lorsque ces plis ou ces offres sont transmis sous forme dématérialisée, la direction adjointe de la commande publique, compte tenu du temps nécessaire au téléchargement des documents correspondants,*

procède, après la date et heure limites de réception, au déchiffrement de ces plis où offres en amont de la réunion d'ouverture et d'enregistrement des plis prévues avec Madame Eliane LLORET. Toutefois, lors de cette réunion, à laquelle participe des représentants de la direction maître d'ouvrage concernée et de la direction adjointe de la commande publique, les fichiers ainsi téléchargés et déchiffrés sont enregistrés).

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues aux articles 2, 3 et 4, sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Max LEVITA et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier à Madame Isabelle GIANIEL.

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affiché au siège de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier.

Arrêté n°	A2016-58
Transmis en Préfecture le	25 JAN. 2016
Affiché le	25 JAN. 2016
Notifié le	
Identifiant	Ime1109981AR

Fait à Montpellier, le 21 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE
RETRAIT PROVISOIRE
AUTORISATION DE STATIONNER N° 66 DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER
SARL TM 66
Représentée par son gérant
Monsieur Guillaume TISSOT

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code des Transports ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 86-427 portant création de la commission des taxis et voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2012-01-049 du 9 janvier 2012 relatif aux tarifs des taxis ;
- VU l'arrêté municipal n° 20/89 du 15 novembre 1989 portant réglementation générale des taxis et voitures de petite remise
- VU l'arrêté municipal 2014/3141/T/R relatif aux Transferts des pouvoirs de police administrative spéciale en matière de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis.
- VU l'arrêté municipal n°2014/1644/T/R en date du 23 mai 2014 portant « Commission communale des taxis et voitures de petite remise - Désignation des membres 2013-2016 »
- Vu le courrier de convocation en date du 22 décembre 2016
- VU l'avis de la commission communale des taxis et voitures de petite remise réunie en formation disciplinaire le 11 janvier 2015

- CONSIDERANT que la SARL TM 66, représentée par son gérant Monsieur Guillaume TISSOT, titulaire de l'autorisation de stationner n°66 de la ville de Montpellier, a enfreint les règles relatives à l'exercice de la profession à savoir ;

- Non paiement de la redevance pour un montant de 648,79 € (six cent quarante huit euros et 79cts)

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Une suspension provisoire de 10 jours de l'autorisation de stationner est infligée à SARL TM 66.

ARTICLE 2 :

La mesure infligée s'effectuera du 8 février au 17 février 2016 inclus.

ARTICLE 3 :

Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-59
Transmis en Préfecture le	15 JAN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC M10059-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL 15 JAN 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

RETRAIT PROVISoire
AUTORISATION DE STATIONNER N° 114 DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER
SARL Adam Taxi
Représentée par son gérant
Monsieur Khalid EL OUACHEKRADI

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code des Transports ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 86-427 portant création de la commission des taxis et voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2012-01-049 du 9 janvier 2012 relatif aux tarifs des taxis ;
- VU l'arrêté municipal n° 20/89 du 15 novembre 1989 portant réglementation générale des taxis et voitures de petite remise
- VU l'arrêté municipal 2014/3141/T/R relatif aux Transferts des pouvoirs de police administrative spéciale en matière de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis.
- VU l'arrêté municipal n°2014/1644/T/R en date du 23 mai 2014 portant « Commission communale des taxis et voitures de petite remise - Désignation des membres 2013-2016 »
- Vu le courrier de convocation en date du 22 décembre 2016
- VU l'avis de la commission communale des taxis et voitures de petite remise réunie en formation disciplinaire le 11 janvier 2015

- CONSIDERANT que la SARL Adam Taxi, représentée par son gérant Monsieur Khalid EL OUACHEKRADI, titulaire de l'autorisation de stationner n°114 de la ville de Montpellier, a enfreint les règles relatives à l'exercice de la profession à savoir ;

- Non paiement de la redevance pour un montant de 460,00 € (quatre cent soixante euros)

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Une suspension **provisoire de 7 jours** de l'autorisation de stationner est infligée à SARL Adam Taxi.

ARTICLE 2 :

La mesure infligée s'effectuera du **8 février au 14 février inclus**.

ARTICLE 3 :

Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-60
Transmis en Préfecture le	15 JAN. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 110061 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

15 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

AUTORISATION DE STATIONNEMENT N°04 - CHANGEMENT DE VEHICULE - COMMUNE DE PRADES LE LEZ

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 237/2014 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°52 du 13/04/2011 ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Prades le Lez lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Considérant que Monsieur DEVEZE Philippe, autorisée à exploiter un taxi sur la commune de Prades le Lez, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Philippe DEVEZE, né le 31 mai 1962 à Mende (Lozère), domiciliée 60 avenue Albert Dubout 34000 Montpellier, est autorisée à stationner avec le véhicule de marque BMW, type Série 5, immatriculé DW-231-FA, sur le territoire de la commune de Prades le Lez dans le cadre de son activité professionnelle.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 04, sous réserve :

- d'être titulaire de la carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault pour le conducteur de taxi,
- d'être en possession d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 pour le conducteur de taxi,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.

Elle est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation est insuffisamment exploitée.

ARTICLE 3 : L'arrêté Municipal du 13/04/2011 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Prades le Lez, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Clapiers, Monsieur le chef de service de la Police Municipale, Monsieur Philippe DEVEZE, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-61
Transmis en Préfecture le	15 JAN. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC M0063-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

15 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**AUTORISATION DE STATIONNER D'UN TAXI SUR
LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE JUVIGNAC -
CHANGEMENT DE VEHICULE - AUTORISATION N°03**

Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2;

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- Vu le décret n°95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi susvisée ;
- Vu le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- Vu le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- Vu le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- Vu le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesure taximètres ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault, le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- Vu l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 règlementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- Vu l'arrêté relatif aux transferts des pouvoirs de police Administrative de Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de Montpellier Méditerranée Métropole n° A2015-224 portant autorisation de stationner un taxi,

Considérant que Monsieur Jean-Michel ARNAL, titulaire d'une autorisation de taxi sur le territoire de la commune de Juvignac, a procédé au changement de son véhicule,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Jean-Michel ARNAL, né le 22/12/76 à Montpellier, domicilié 48, Rue des Cigales 34990 JUVIGNAC, est autorisé à stationner son véhicule de marque land rover modèle ange Rover Sport immatriculé DY-465-ST, sur le territoire de la commune de Juvignac, sur l'emplacement réservé aux taxis.

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est délivrée sous le numéro 03, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou le sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle technique agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté n° A2015-224 du 09 novembre 2015 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame le Directeur Général des Services de la ville de Juvignac, le Capitaine commandant la brigade de la gendarmerie de St Georges d'Orques, le responsable de la police municipale de Juvignac, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-62
Transmis en Préfecture le	15 JAN. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	IN M 0066 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL 15 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de signature n°A2016-42 du 4 janvier 2016 relatif aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-42 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement est accordée, à :

- Monsieur Arnaud VESTIER, chef de service, pour le service Gestion Intégrée de l'Eau,
- Madame Laurence BURGAUD, chef de service, pour le service Maîtrise d'Ouvrage,
- Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, chef de service, pour le service Maîtrise du service Public,
- Madame Béatrice MARTI, chef de service, pour le service Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques,
- Madame Christine PELLEGRINI, chef de service, pour le service Ressources.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI ou de Madame Christine PELLEGRINI, leur délégation respective visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry ALIS, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI ou de Madame Christine PELLEGRINI et de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Arnaud VESTIER ou de Madame Laurence BURGAUD ou de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA ou de Madame Béatrice MARTI ou de Madame Christine PELLEGRINI, de Monsieur Thierry ALIS et de Madame Florence

FUCHS, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-63
Transmis en Préfecture le	28/01/16
Affiché le	28/01/16
Notifié le	
Identifiant	INC 11 248

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 janvier 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation signature à M. Gilbert Pastor

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- **VU** la qualité de conseiller métropolitain de Monsieur Gilbert PASTOR,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Gilbert PASTOR est chargé des Relations Extérieures auprès de Madame Chantal MARION.

ARTICLE 2 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 1, une délégation de signature est attribuée à Monsieur Gilbert PASTOR.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-64
Transmis en Préfecture le	28/01/16
Affiché le	28/01/16
Notifié le	
Identifiant	INC 11.10345

Fait à Montpellier, le 27 janvier 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation signature à Mme Véronique PEREZ

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU l'arrêté n°A2015-19 du 29 janvier 2015 portant délégation à Monsieur Jean-Luc COUSQUER dans le domaine du tourisme,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la qualité de conseillère métropolitaine de Madame Véronique PEREZ,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-19 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Madame Véronique PEREZ est chargée du tourisme auprès de Madame Chantal MARION.

ARTICLE 3 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 2, une délégation de signature est attribuée à Madame Véronique PEREZ.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-65
Transmis en Préfecture le	28/01/16
Affiché le	28/01/16
Notifié le	
Identifiant	INC 110340

Fait à Montpellier le 27/01/16
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n° A2015-3 du 21 janvier 2015 attribué à Madame Stéphanie JANNIN les domaines de l'Urbanisme et de l'Aménagement,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° 2015-3 du 21 janvier 2015 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Stéphanie JANNIN est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3, en ce compris les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les procédures d'enquêtes publiques de classement dans le domaine public métropolitain et de déclassement, les procédures de classements d'office, les procédures de déclaration de biens en état d'abandon manifeste, ainsi que les procédures de bien vacant et sans maître, pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Stéphanie JANNIN est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ,

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-66
Transmis en Préfecture le	28/01/16
Affiché le	28/01/16
Notifié le	
Identifiant	INC 110497

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

24 janvier 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
CERTIFICAT D’AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET
URBAIN PARTENARIAL - ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE
DE L’URBANISME

Pages

- Certificat d’affichage – Mention de la signature en date du 2 octobre 2015 de la convention de projet urbain partenarial (PUP) relatif à la « Résidence Opale » située sur la commune de Sussargues conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et FDI Habitat

462

- Certificat d’affichage – Mention de signature en date du 04 novembre 2015 de l’avenant à la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 25 juillet 2013 entre Montpellier Méditerranée métropole Bouygues Immobilier et NG Promotion

463



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole certifie qu'a été affichée, à compter du 5 octobre 2015 inclus jusqu'au 5 novembre 2015 inclus sur le panneau d'affichage officiel de la métropole situé à l'extérieur du siège de la Métropole :

- Mention de la signature en date du 2 octobre 2015 de la convention de projet urbain partenarial (PUP) relatif à la « Résidence Opale » située sur le territoire de la commune de Sussargues conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et FDI Habitat. Indication a également été donnée du lieu où le dossier complet a pu être consulté.

Fait à Montpellier, le

- 8 JAN. 2016

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole certifie qu’a été affichée, à compter du 7 décembre 2015 inclus jusqu’au 7 janvier 2016 inclus sur le panneau d’affichage officiel de la métropole situé à l’extérieur du siège de la Métropole:

- Mention de la signature en date du 4 novembre 2015 de l’avenant à la convention de projet urbain partenarial du 25 juillet 2013 entre Montpellier Méditerranée Métropole, Bouygues Immobilier et NG Promotion, pour le financement des équipements publics rendus nécessaires par une opération de construction de logements et surfaces tertiaires dans le quartier de la Pompignane, sur le territoire de la commune de Montpellier. Indication est également donnée du lieu où le dossier complet a pu être consulté.

Fait à Montpellier, le 11 janvier 2016

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole